



N° 88 | avril 2024



Édito

de Marie Gaille,
directrice de CNRS Sciences humaines & sociales

Depuis 2021, nous avons souvent fait de cet éditorial un espace pour présenter la politique scientifique de CNRS Sciences humaines & sociales et ses différents enjeux [p2]

SCIENCES PARTAGÉES

« Eco pour tous » : diffuser l'économie dans la société !

Paris School of Economics (PSE) est un centre de recherche et de formation en économie qui regroupe 135 chercheuses et chercheurs et plus de 160 doctorantes [p13]

INTERDISCIPLINARITÉS

La reconnaissance des limites au service de l'interdisciplinarité en matière de transition énergétique

L'énergie a fait ces dernières années un retour remarqué dans les préoccupations de nos sociétés [p15]

ANTHROPOLOGIE EN PARTAGE

Définir le patrimoine des sociétés : un projet participatif à Timor-Est

De 2019 à 2024, une équipe de chercheurs et chercheuses issus de plusieurs institutions a enquêté sur une petite île de la République Démocratique de Timor-Est [p18]

ZOOM SUR...

La santé sous le regard des sciences humaines et sociales

CNRS Sciences humaines & sociales a fait de la santé une de ses priorités thématiques. Cette priorité s'inscrit dans une histoire longue de l'investissement des questions de santé par les SHS [p21]

À SIGNALER

ÉVÉNEMENT : L'anthro fait son show, 30 avril 2024, Paris [...]

NOUVELLES DE L'INSTITUT

Des contrats post-doctoraux en sciences humaines et sociales
CNRS Sciences humaines & sociales met en place chaque année un volant de six contrats post-doctoraux [p4]

À PROPOS

Le Fonds Ricœur et le Centre de recherches sur les arts et le langage

Le CRAL, qui se consacre aux arts, aux formes, et aux langages pour réfléchir au rôle du sensible en société, a la chance, parmi ses nombreuses missions, de contribuer à la valorisation d'un formidable fonds documentaire : le « Fonds Ricœur » [p7]

FOCUS

Pas de transition écologique sans émotion

La transition vers un monde décarboné n'est pas une douce utopie, elle est une nécessité vitale [p9]

TROIS QUESTIONS À...

Laetitia Zecchini et Alda Mari, sur l'IRL *Humanities* et le colloque *Phronésis* organisé en son sein

Créé en janvier 2024, le laboratoire international de recherche (IRL) *Humanities* entend établir des interactions et opportunités collaboratives entre l'université de Chicago et la communauté scientifique française [p11]

LIVRE



Anthropologues !, Emmanuelle Seguin, CNRS Éditions, 2024
L'anthropologie est peut-être la plus humaine des sciences, puisqu'elle dépend intimement de la personne qui mène la recherche. L'anthropologue construit de façon particulière ses relations aux gens qu'il ou elle rencontre sur le terrain, avec lesquels il ou elle discute et vit parfois, pour comprendre de l'intérieur le fonctionnement de leur société. Chaque recherche pose un regard [...]

voir toutes les publications

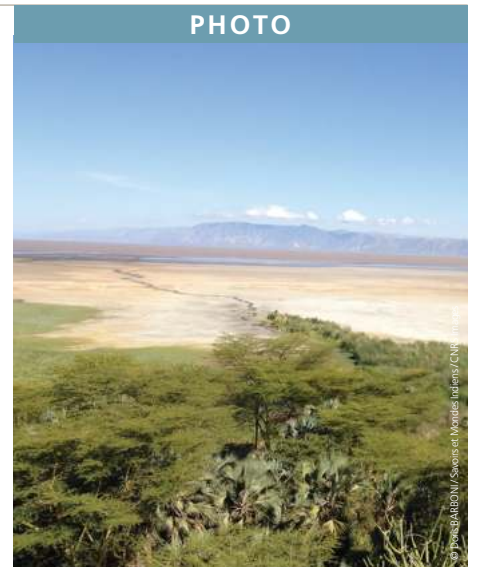
REVUE



La revue *Participations* a été créée en 2011, à l'initiative d'un collectif de chercheurs et chercheuses dont la plupart étaient en tout début de carrière, avec comme directeur de publication un professeur de science politique plus

confirmé, Loïc Blondiaux.
Le champ des études sur la participation citoyenne était alors en pleine constitution, parallèlement au développement de dispositifs de démocratie participative et délibérative en France et à l'étranger [...]
voir toutes les publications

PHOTO



Forêt à acacias et palmiers "Hyphaene" de la source d'eau douce de Kisima Ngeda, Tanzanie

Édito

de Marie Gaille, directrice de CNRS Sciences humaines & sociales



© Cyril IRESLON / CNRS Photographie

Depuis 2021, nous avons souvent fait de cet éditorial un espace pour présenter la politique scientifique de CNRS Sciences humaines & sociales et ses différents enjeux (voir encadré ci-contre).

Dans la continuité de cette initiative, le présent éditorial souhaite mettre la focale sur la place occupée dans notre politique d'institut par les personnels de soutien et d'accompagnement à la recherche. Notre institut lui-même est composé d'une équipe de direction, formée de scientifiques — pour les fonctions de directrice, de directeur adjoint de l'institut ou de directeur/directrice adjointe scientifique, auxquels vient s'adjoindre une fonction de direction adjointe administrative, et de presque trente collègues qui forment l'équipe de soutien à la mise en œuvre de la politique scientifique. Dans les laboratoires que CNRS Sciences humaines & sociales (co-)pilote, ce sont 2 494 ingénieures et techniciennes (IT) qui travaillent aux côtés des chercheurs et chercheuses, enseignantes-chercheurs/chercheuses, dont 1 210 personnels CNRS (Zento Instituts, février 2024) au sein de 206 unités mixtes de recherche (UMR) et 69 unités d'appui et de recherche (UAR).

La situation actuelle, en termes de capacités de recrutement, mise en perspective sur les dix ou les vingt dernières années, se caractérise par une baisse constante, qu'elle concerne la population des chercheurs et chercheuses ou celle des personnels de soutien ou d'accompagnement à la recherche. La baisse des effectifs de CNRS Sciences humaines & sociales est supérieure pour la période 2010-2022 à celle des effectifs du CNRS, tous instituts confondus. De 2010 à 2022, la baisse est respectivement de -3,5 % pour les chercheurs et de -8,6 % pour les IT au CNRS en général ; elle est de -4 % pour les chercheurs et -15 % pour les IT de CNRS Sciences humaines & sociales, selon les dernières données disponibles¹.

Or, le [rapport d'évaluation du CNRS](#) souligne que l'excellence de la recherche nécessite une politique forte de ressources humaines et une capacité à flécher des budgets pour le fonctionnement et l'investissement également indispensable à la mise en œuvre d'une politique scientifique. Combiner ces deux ambitions est un défi majeur si l'on remet les choses en perspective sur les dernières années. En effet, entre 2012 et 2021, le CNRS a perdu de cette capacité, la part de la subvention disponible pour le fonctionnement et l'investissement ayant diminué de 2 points, passant de 17,4 % à 15,4 % du budget, tandis que la part de la subvention pour charge de service public consacrée aux dépenses de personnels est passée de 82,2 % à 84,1 % entre 2012 et 2021. L'augmentation de la masse salariale dissimule en fait une diminution du nombre des agents. La question du recrutement, sur des postes pérennes, reste donc un enjeu crucial pour les prochaines années. Les effets

Enjeux mis en avant dans les précédents éditos

- ▶ les éléments d'orientation d'une politique avec nos partenaires universitaires, les autres organismes de recherche et les établissements avec lesquels nous déployons de façon commune, a minima concertée, notre politique ([éditorial de novembre 2021](#), [éditorial de juillet 2022](#)), en sus d'autres éditoriaux ont pu aborder de façon plus fine sur certains sujets — interdisciplinarité, dimension internationale de la recherche, science ouverte ;
- ▶ le nombre et la nature des structures de recherche dans lesquelles nous sommes impliqués ([éditorial de janvier 2022](#)) ;
- ▶ le rôle des Programmes d'investissement d'avenir (PIA) comme mode de financement public de la recherche ([éditorial de mars 2022](#)) ; et plus largement, la recherche financée sur appel à projets (AAP) au niveau national ou européen, et l'incidence de ce mode de financement sur le parcours des chercheurs et chercheuses, la vie des laboratoires et notre politique d'attribution des ressources et des personnels ([éditorial de mars 2023](#)) ; avec une focale sur les récents programmes de type PPR et PEPR qui constituent des outils de politique scientifique importants ([éditorial de mai 2023](#)) ;
- ▶ l'implication de notre institut dans les infrastructures de recherche, leur co-pilotage, leur abondement en personnel, leur évolution au niveau national ou européen et leurs articulations ([éditorial de novembre 2022](#)) ; avec une focale sur Huma-Num à l'occasion de son 10ème anniversaire ([éditorial de novembre 2023](#)) ;
- ▶ la manière dont le budget alloué à notre institut est déployé en lien avec notre politique scientifique : dotations récurrentes, réseaux nationaux et internationaux, SOSI, actions scientifiques spécifiques, AAP internes, etc. ([éditorial de septembre 2023](#)).

de la récente réforme des retraites reste à ce jour difficile à mesurer alors même que l'ouverture de nouveaux postes reste pour une large part conditionnée par la politique générale de remplacement des départs en retraite dans la fonction publique.

Dans ce contexte général, la politique de ressources humaines de CNRS Sciences humaines & sociales repose depuis plusieurs années sur le maintien d'une ligne d'équilibre entre la capacité à recruter, sur des postes pérennes ou non, des chercheurs et chercheuses et la capacité à recruter des personnels de soutien et d'accompagnement à la recherche ; nous ignorons combien

1. Voir également le rapport d'auto-évaluation du CNRS qui a évalué cette diminution pour la période 2017-2021, si la baisse des IT à l'échelle de l'organisme est de 5,7 %, elle est de 11,4 % pour CNRS Humanités et sciences sociales sur la période de 2012 à 2020.

de temps une telle ligne pourra être tenue, vu l'évolution du nombre de postes offerts au concours chercheurs chaque année qui a atteint un étiage autour d'une quarantaine de postes par an depuis 2019.

Ce n'est pas le choix de tous les instituts du CNRS, dont certains, pour les domaines scientifiques qu'ils couvrent, font primer en nombre le recrutement de personnels de soutien et d'accompagnement à la recherche. Ce n'est pas non plus la situation dans laquelle se trouve tous les instituts, certains pouvant mobiliser des ressources propres importantes pour compléter leur offre de recrutement par des CDD.

Enfin, la politique de ressources humaines de CNRS Sciences humaines & sociales en matière de personnels de soutien et d'accompagnement à la recherche doit tenir compte d'un nombre de laboratoires avoisinant le chiffre de 300, d'une répartition géographique sur l'ensemble du territoire et au sein d'un même site, dans divers lieux — ce qui ne permet pas toujours d'élaborer une réponse à un même besoin partagé par plusieurs laboratoires et mutualisable.

Malgré tout, CNRS Sciences humaines & sociales a notifié, sur trois exercices (2021-2022, 2022-2023, 2023-2024), 397 postes aux laboratoires (co-)pilotes. Pour réaliser ses arbitrages, l'équipe de direction de l'institut s'est dotée de quelques orientations clé qui contribuent à déterminer ses arbitrages : la première est que, dans l'échange entre l'institut et le laboratoire, la question n'est pas de « remplacer » un départ, mais de déterminer, au moment d'un départ, le besoin qui peut avoir évolué. La deuxième qui concerne les CDD et plus largement l'articulation entre les différentes campagnes est — dans la mesure des capacités d'emploi — d'arbitrer des contrats sur des durées attractives, et lorsqu'un concours externe est arbitré d'anticiper, si nécessaire et si possible, celui-ci avec un CDD. La troisième réside dans la poursuite, au fil de l'eau, d'une action coordonnée avec la délégation dont relève le laboratoire et les autres tutelles, pour articuler nos capacités à répondre à un besoin. La quatrième orientation ambitionne de réaliser, dans les arbitrages, une politique équilibrée de réponse à des besoins identifiés et à positionner au sein des laboratoires de recherche, des Maisons des sciences de l'Homme et des pôles éditoriaux, ou d'unités de service et d'infrastructures de recherche qui, par nature, accueillent des compétences au service d'une communauté élargie. Enfin, une cinquième orientation repose sur le souhait de pouvoir répondre à des besoins de compétences pointues de soutien et d'accompagnement de la recherche, en adéquation avec l'évolution des méthodologies de recherche, des technologies disponibles, des nouvelles normes et réglementation et des pratiques dans la communication et la diffusion des connaissances, et plus largement, de pouvoir continuer à arbitrer des postes dans les diverses branches d'activités professionnelles (BAP) qui sont cruciales pour les sciences humaines et sociales — BAP D, BAP F, de plus en plus BAP E, à un moindre degré BAP C, et bien sûr les BAP J — sans que toutes nos ressources soient absorbées par les besoins de gestionnaires dans les laboratoires)². Sur les trois derniers exercices, 36 % des postes notifiés relèvent de la BAP J, soit 142 postes.

Cette orientation est d'une importance particulière dans le contexte des discussions avec les partenaires suite aux préconisations du rapport Gillet et à l'invitation lancée par le ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) de réfléchir à la délégation globale de gestion.

Cet apport très significatif de CNRS Sciences humaines & sociales aux métiers d'accompagnement de la recherche au sein des UMR (51 % des agents IT des UMR sont agents CNRS, pour 17 % de chercheurs CNRS) constitue une donnée historique importante. La diminution régulière du nombre d'IT CNRS depuis une décennie et l'affirmation des universités comme cheffes de file de la recherche dans leur territoire doivent conduire à une double réflexion : d'une part, sur l'apport respectif des tutelles aux besoins IT des laboratoires ; d'autre part, pour CNRS Sciences humaines & sociales, sur les effets du nombre d'unités en France et dans le monde.

Avant même la publication du rapport Gillet, CNRS Sciences humaines & sociales a commencé à œuvrer pour répondre à des besoins qui ne peuvent pas, ou difficilement, être absorbés, par l'organisation existante des laboratoires, en créant par exemple, quand le contexte y est favorable, des pôles localisés d'accompagnement de la recherche, qui pourraient s'articuler à terme avec les formes d'accompagnement de la recherche conjoints avec les universités. L'UAR *Pouchet*, déjà existante, constitue un exemple d'un tel pôle ; l'UAR *Condorcet*, créée en 2022, vient s'y ajouter, en soutien notamment des projets européens, de même que d'autres UAR, comme *ARDIS* qui déploie ses activités en soutien à la recherche et à la diffusion des connaissances pour tout un ensemble d'UMR. La réflexion sur de tels pôles localisés se poursuit, et plus généralement au CNRS, sur le soutien à apporter à des laboratoires qui accueillent un nombre significatif de projets européens. Nous nous interrogeons également sur l'articulation appropriée entre les supports de poste positionnés dans les infrastructures de recherche que sont Huma-Num et PROGEDO, et ceux positionnés dans les Maisons des sciences de l'Homme ; les infrastructures de recherche doivent être abondées de façon quasi-constante, tant la croissance de leur activité est forte, à mesure que la culture de la recherche sur les données et les humanités numériques deviennent des éléments quotidiens de la vie d'un chercheur ou d'une chercheuse, et les profils de poste évoluent également à mesure de cette acculturation.

Concernant la BAP J, qui constitue un ensemble de métiers en tension tout particulière, CNRS Sciences humaines & sociales, outre les éléments déjà évoqués plus haut et en sus d'arbitrages de postes destinés à des laboratoires, abonde en équivalent temps plein travaillé (ETPT) les deux pôles de soutien aux unités (PSU) des délégations Île-de-France Villejuif et Île-de-France Meudon afin que ceux-ci puissent apporter un soutien significatif aux unités SHS de leur circonscription en exprimant la demande.

Dans l'attente des conclusions qui seront données aux discussions en cours sur la simplification, je souhaite conclure sur la reconnaissance du rôle clé joué par les personnels de soutien et d'accompagnement à la recherche, que le CNRS reconnaît en attribuant chaque année une récompense, le *crystal*, à des engagements exceptionnels au service de la recherche, qu'ils soient individuels ou collectifs : des personnels que notre institut cherche à mieux connaître, notamment à travers un observatoire dédié à la valorisation des activités de recherche des ingénieurs SHS (*VariSHS*).

2. BAP C : Sciences de l'Ingénieur et instrumentation scientifique ; BAP D : Sciences Humaines et Sociales ; BAP E : Informatique, Statistiques et Calcul scientifique ; BAP F : Culture, Communication, Production et diffusion des savoirs ; BAP J : Gestion et Pilotage.

NOUVELLES DE L'INSTITUT

Des contrats post-doctoraux en sciences humaines et sociales

CNRS Sciences humaines & sociales met en place chaque année un volant de six contrats post-doctoraux qui ont pour objectif à la fois de servir une priorité scientifique du CNRS et d'initier ou de développer un partenariat spécifique avec un de nos partenaires universitaires, au-delà du copilotage habituel de nos unités mixtes de recherche (UMR) communes. Il peut s'agir d'environner une chaire de professeur junior (CPJ) universitaire portant sur une thématique que l'institut souhaite pousser, ou encore d'accompagner un programme de recherche niché dans une UMR. Pour la Lettre, Baptiste Pilo et Juliette Ruaud, respectivement postdoctorant au Centre d'études supérieures de la Renaissance et postdoctorante au Centre Maurice Halbwachs, présentent leur projet.

Musique et « jeune public » : à qui s'adresse-t-on ?



Julien Lemonier (à gauche) et Ghislain Fracapane (à droite) du groupe Mermontine lors d'une représentation de *La plume lourde*, 2019 © Yoan Buffeteau

Dédié au secteur de la musique s'adressant au jeune public, le projet de recherche de Baptiste Pilo, postdoctorant au [Centre d'études supérieures de la Renaissance](#) (CESR, UMR7323, CNRS / Université de Tours), a été construit en amont de la mise en place du Programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) ICCARE, consacré aux industries culturelles et créatives (ICC), dont la direction est assurée par Solveig Serre, directrice de recherche CNRS au CESR et David Cœurjolly, directeur de recherche CNRS au [Laboratoire d'informatique en image et systèmes d'information](#) (LIRIS, UMR5205, CNRS / INSA Lyon / Université Claude Bernard Lyon 1). En dépit de sa position périphérique par rapport au reste du secteur musical — essentiellement pensé pour les adolescents et les adultes —, le jeune public gagne en importance en France depuis une dizaine d'années. Dans le discours des acteurs, l'expression « jeune public » se réfère à la tranche d'âge allant de 0 à 12 ans, soit celle correspondant à l'enfance.

L'étude de Baptiste Pilo s'intéresse plus particulièrement aux spectacles musicaux car il s'agit du cœur économique du secteur du « jeune public » et de son principal medium. Dans cette perspective, elle adopte une approche musicologique, tout en intégrant des techniques d'enquête bien établies en sciences sociales, et cherche à comprendre ce que le fait de s'adresser au jeune public change (ou non) à la musique. Cette interrogation part du constat de l'absence d'un style musical spécifique associable à la production musicale du secteur : une diversité de styles musicaux y est présente, de la chanson française à la pop, du rock au rap en passant par les musiques électroniques, le jazz ou la musique classique. Ainsi, plutôt que d'être définie par des caractéristiques stylistiques spécifiques, cette production musicale l'est davantage par le fait s'adresser à ce public spécifique.

Afin d'étudier justement cette adresse au jeune public, la recherche de Baptiste Pilo ne se limite pas à la seule analyse des œuvres. Il

s'agit également de rencontrer les acteurs qui créent ce monde, au sens que lui donne Howard Becker, à travers des entretiens et des observations. Si les artistes représentent les figures centrales du secteur, il est tout aussi crucial d'analyser l'ensemble de la chaîne de collaboration. Chacun des acteurs de cette chaîne, tels que les artistes, les éclairagistes, les programmateurs de salles ou les chargés d'actions culturelles, joue un rôle essentiel dans la création, la promotion et la diffusion des œuvres destinées au jeune public. Leur contribution collective façonne non seulement l'œuvre finale, mais aussi l'expérience globale offerte au public cible. Par conséquent, une compréhension approfondie du monde professionnel qui soutient ces artistes est indispensable pour saisir pleinement les dynamiques et les enjeux du secteur de la musique jeune public. De fait, la production musicale est toujours une action collective. Il s'agit donc d'articuler l'analyse interne des œuvres à celle de leur contexte de production — ici celui de l'industrie de la musique et du spectacle vivant.

L'adresse au jeune public entraîne plusieurs adaptations des œuvres musicales. Tout d'abord, il est nécessaire d'ajuster la durée des œuvres en fonction de l'âge et du niveau d'attention des enfants, généralement entre trente minutes et une heure. Ensuite, les thèmes abordés dans les spectacles sont souvent en adéquation avec ce que les adultes estiment adapté ou non aux enfants (par exemple, le deuil ne sera pas abordé avant l'âge de quatre ans) et ce qui leur apparaît essentiel de transmettre en termes de valeurs (par exemple la tolérance ou l'écologie). Ces thèmes ont souvent une intention pédagogique plus ou moins explicite. Par ailleurs, ce sont davantage les sujets et thèmes abordés pendant un spectacle, plutôt que la musique elle-même, qui déterminent la tranche d'âge visée (« à partir de »). Enfin, l'importance de la narration et de l'image est à souligner. La plupart des productions de spectacle vivant destinées au jeune public sont des spectacles ou des ciné-concerts, et non des concerts traditionnels. Selon les acteurs, l'intégration de ces deux éléments est nécessaire pour capter l'attention des enfants et éviter l'ennui. Ainsi, lors du processus de création, les acteurs anticipent en permanence la réception des œuvres par les enfants, ainsi que par les adultes, souvent désignés comme « accompagnants ».

En effet, le public du « jeune public » (et donc son adresse) est en réalité toujours double : d'un côté, les enfants ; de l'autre, les

adultes accompagnants. Ce double public amène les artistes à vouloir créer de possibles doubles lectures dans leurs spectacles. En pratique, ce sont les adultes qui sélectionnent et achètent les biens culturels destinés aux enfants ; ils agissent en tant que prescripteurs. Par conséquent, il est crucial de les convaincre en proposant des œuvres qui correspondent à leur perception d'un bien culturel adapté aux enfants. Ainsi, la création artistique doit prendre en compte cette double audience et s'efforcer de répondre aux attentes et aux critères des adultes tout en gardant à l'esprit l'expérience et les besoins des enfants.

Les spectateurs du « jeune public » ne se limitent pas aux particuliers. Les écoles et les centres de loisirs fournissent également une part importante du public, qui lui est dit « captif ». Il est ainsi fréquent qu'un spectacle proposé dans un lieu soit présenté à deux moments de la journée et à deux types de public : le matin (généralement vers 10 heures) pour les groupes scolaires et l'après-midi ou en début de soirée (entre 17 et 18 heures) pour les familles. Le secteur musical du « jeune public » est ainsi profondément lié aux politiques publiques de démocratisation culturelle (notamment l'éducation artistique et culturelle) ainsi qu'aux différentes manières dont l'enfance, en tant qu'âge de la vie, est socialement considérée.

Au sein du PEPR ICCARE, ces premiers travaux et résultats ne constituent qu'une première étape. Ils ont pour ambition, *in fine*, de s'intégrer dans le projet ciblé THÉMIS (Toucher les publics), porté par Volny Fages, maître de conférence à l'ENS Paris-Saclay et membre du laboratoire *Institutions et Dynamiques historiques de l'économie et de la société* (IDHES, UMR8533, CNRS / ENS Paris Saclay / Université d'Évry / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Paris Nanterre / Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis). Ils visent aussi à associer d'autres chercheurs/chercheuses et acteurs culturels et créatifs, conformément à la logique du programme qui cherche à promouvoir une « science avec et pour les ICC »¹.

contact&info

► Baptiste Pilo,
CESR

baptiste.pilo@univ-tours.fr

1. Baptiste Pilo souhaite tout particulièrement remercier la socio-anthropologue Aude Le Saux-Slimane (avec qui cette recherche avait d'abord été entamée) pour les échanges, l'ouverture au terrain et à la socio-anthropologie.

Sociogénèse et revisite d'une science électorale coloniale

Histoire coloniale de la sociologie électorale et revisite d'enquête

Si la sociologie électorale a ses commencements plus ou moins mythifiés et ses œuvres fondatrices, son pendant africain demeure relativement méconnu. De fait, les travaux menés en Afrique à la même époque sont aujourd'hui peu lus tant ils sont marqués par les projets modernisateurs d'après-guerre et les schèmes coloniaux, et les chercheurs des générations suivantes ont rapidement appelé à leur dépassement.

La recherche en cours, menée par Juliette Ruaud, post-doctorante au [Centre Maurice Halbwachs](#) (CMH, UMR8097, CNRS / EHESS / ENS-PSL), consiste à explorer la genèse de

ce domaine de recherche au moment des décolonisations à travers la revisite de trois enquêtes menées au Ruanda-Urundi (alors sous domination belge) dans la décennie 1950, dans un contexte d'ouverture du suffrage. Ces travaux, entrepris à la demande des autorités belges, comptent parmi les premières études apparentées à de la sociologie électorale menées sur le continent, et sont les plus importants par leur ampleur. Comme pour d'autres domaines de recherche, travailler sur l'histoire coloniale des savoirs électoraux permet d'interroger une série « d'amnésies disciplinaires ». Revenir sur ces enquêtes belges et leur contexte historique de production représente aussi l'occasion de reconsidérer une période charnière de l'histoire des sciences sociales d'après 1945, marquée d'une part par

les décolonisations, le déclin des sciences coloniales et les reconfigurations disciplinaires outre-mer, et d'autre part par l'émergence de la science politique en Europe et le renouveau des outils de la sociologie électorale, notamment en Amérique du Nord. Au-delà, ce projet de recherche est aussi motivé par une interrogation sur les liens entre institution électorale et pratiques savantes, sur l'histoire des dispositifs d'enquête, mais aussi plus largement, par la question des archives de la recherche.

Premiers résultats

Juliette Ruaud travaille à rassembler non seulement les matériaux des enquêtes étudiées, mais aussi les documents qui se rapportent à leur commande, leur organisation et leur réception. À ce stade, elle a principalement travaillé à partir des Archives générales du Royaume à Bruxelles, de celles du Service public fédéral Affaires étrangères de Belgique et de celles de la bibliothèque de l'AfricaMuseum à Tervuren.

L'un des intérêts de ces enquêtes provient du fait que, dans leur souci de complétude empreint de positivisme, leurs commanditaires ont multiplié les stratégies d'observation et enrôlé de nombreux acteurs dans leurs projets d'enregistrement des premiers scrutins. Les premiers votes ont ainsi donné lieu à des « élections-pilotes » à visée expérimentale, à la rédaction de plusieurs centaines de comptes rendus d'observation par des enquêteurs amateurs, à une utilisation massive du film et de la photographie, à une enquête d'opinion par sondage, etc. Par la suite, l'anthropologue belge Marcel d'Hertefeldt obtint du gouvernement la création de registres destinés à consigner « l'inscription, pour chacun des 500 000 électeurs du Rwanda, d'informations relatives à la composition de sa famille nucléaire, à sa caste, à son clan, sa religion, sa profession, son employeur, son âge et sa scolarité » (Rapport annuel de 1961, C7/35, Archives de la bibliothèque de l'AfricaMuseum, Tervuren). Au fur et à mesure de l'avancée de cette enquête, l'interrogation de Juliette Ruaud s'est donc en partie déplacée vers ce qui s'apparente à une sorte de ferveur empirique dans l'étude de ces scrutins, dont elle cherche à restituer les logiques. En complément, la chercheuse

travaille à analyser le travail des intermédiaires de ces recherches, en particulier rwandais et burundais. Elle cherche notamment à saisir selon quelles logiques ils ont adopté le rôle d'enquêteur auquel ils étaient alors invités à se conformer.

Une fois mené le travail d'objectivation des enquêtes étudiées, Juliette Ruaud espère enfin qu'il deviendra possible de les transformer en sources qu'il s'agira de faire parler dans une démarche de revisite d'enquête. Ce faisant, elle espère pouvoir questionner certains matériaux et résultats issus de ces travaux et, en les lisant *against the grain*, montrer en quoi ils peuvent nourrir les débats au cœur de la socio-histoire du vote et de la politisation.

Une recherche intégrée dans le cadre du Programme Suds de l'ENS

Ce projet de recherche bénéficie d'un accueil au sein du Centre Maurice Halbwachs où il est intégré à l'Axe Sciences sociales du politique et du droit. Il est financé par le CNRS SHS dans le cadre du Programme Suds de l'ENS, lancé en 2022 et dirigé par Leïla Vignal. Ce programme a pour objectif de développer la formation et la recherche sur les pays dits du Suds à l'ENS, et aussi de renforcer et de construire des partenariats de recherche et de formation avec des institutions et des chercheurs et chercheuses de ces espaces. Par ailleurs, cette recherche bénéficie d'une bourse de mobilité du programme Atlas financée par la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) et l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA) de Nairobi¹ qui doit permettre à la chercheuse de mener un terrain d'archives au Rwanda et au Burundi à l'été 2024.

contact&info

► Juliette Ruaud,
CMH

juliette.ruaud@ens.psl.eu

1. L'IFRA-Nairobi (Umifre 24) est une composante de l'unité Afrique au Sud du Sahara (UAR3336, CNRS / MEAE).

À PROPOS

Le Fonds Ricœur et le Centre de recherches sur les arts et le langage



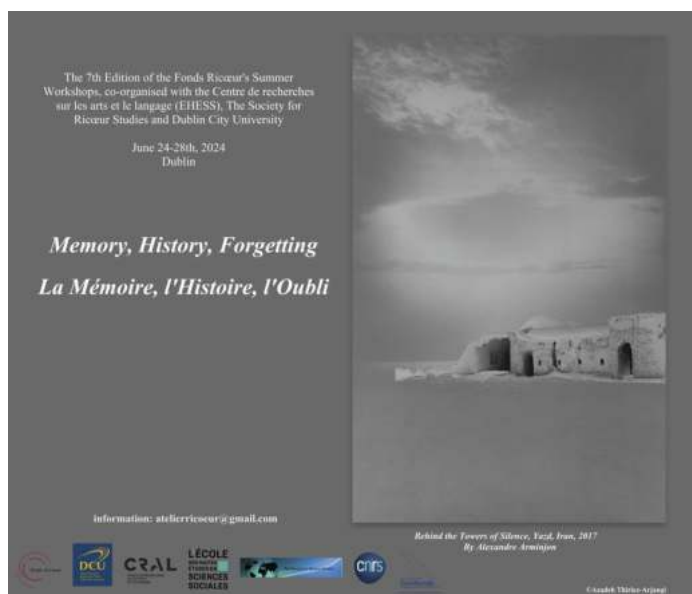
Le Fonds Ricœur, boulevard Arago, Paris © Azadeh Thiriez-Arjangi

Le [Centre de recherches sur les arts et le langage](#) (CRAL, UMR8566, CNRS / EHESS), qui se consacre aux arts, aux formes, et aux langages pour réfléchir au rôle du sensible en société, a la chance, parmi ses nombreuses missions, de contribuer à la valorisation d'un formidable fonds documentaire : le « Fonds Ricœur ». Riche de l'ensemble des archives et des livres du philosophe Paul Ricœur (1913-2005), qui en a confié le soin à la bibliothèque parisienne de l'Institut protestant de théologie, où il avait enseigné de l'automne 1958 au printemps 1969, ce fonds unique figure parmi les « Collections d'excellence » du Groupement d'intérêt scientifique [CollEx-Persée](#). Grâce à une convention entre l'Institut Protestant de Théologie (IPT) et l'EHESS, le site dédié aux recherches et aux activités du Fonds Ricœur est désormais hébergé par l'École des hautes études en sciences sociales, dans un partenariat très actif avec le CRAL pour l'organisation d'événements scientifiques et l'accueil de jeunes chercheurs et chercheuses.

Réparties selon une classification établie par le philosophe lui-même, les collections qui forment la bibliothèque comprennent environ 9 000 livres, quelque 200 travaux universitaires, près de 1 500 tirés à part et plus de 2 000 numéros de revues spécialisées. Le Fonds Ricœur accroît ses collections en procédant

à l'acquisition régulière des nouvelles éditions et traductions des écrits du philosophe et des commentaires qu'ils suscitent. Le Fonds bénéficie également d'envois spontanés de la part des auteurs et des éditeurs, et reçoit ponctuellement des dons exceptionnels, comme celui des Archives Husserl en 2020, qui a permis d'accueillir près de 350 nouveaux livres ayant appartenu à Paul Ricœur.

Les archives du philosophe sont regroupées dans 115 boîtes et plus d'une centaine de classeurs conservés dans leur meuble d'origine. Elles comprennent notamment les manuscrits de ses cours et séminaires, les travaux préparatoires des œuvres publiées et la correspondance administrative et scientifique de leur réception. Font également partie de ce patrimoine archivistique plus de 250 livres annotés de sa main, ainsi qu'un fonds de photographies non encore traité. Le Fonds Ricœur dispose d'un [site dédié aux Archives Paul Ricœur](#) sur la bibliothèque numérique de l'IPT. Elles y sont réparties en trois grandes collections, chacune étant représentative d'une activité du philosophe : « [L'universitaire](#) », « [L'auteur](#) » et « [L'intellectuel public](#) ». La première des trois collections est intégralement numérisée. Les inventaires sont en libre accès et la consultation des archives numérisées est gratuite, mais nécessite la création d'un compte utilisateur.



Affiche des prochains ateliers d'été du Fonds Ricœur, Dublin, été 2024
© Alexandre Arminjon

Le Fonds Ricœur est aussi engagé dans deux autres chantiers de numérisation. D'une part, la section « Fonds Paul Ricœur, publications choisies et archives numériques » du portail PSL Explore propose des éditions d'articles publiés, de conférences, d'essais, de préfaces et de cours de Paul Ricœur, étoffées des commentaires de spécialistes de l'œuvre du philosophe. Plus de 150 textes sont actuellement disponibles. D'autres seront mis en ligne dans le courant de l'année 2024. D'autre part, le projet *Digital Ricœur* a pour vocation de numériser l'intégralité des textes de Paul Ricœur en français et en anglais, ainsi que de développer divers outils de recherche numérique pour exploiter cette base de données. La numérisation des textes en anglais a constitué la première étape de ce projet mis en œuvre avec le soutien de la *Society for Ricœur Studies* et du Fonds Ricœur. Le travail se poursuit désormais avec les textes en français.

Depuis la disparition du philosophe, une collection a été créée aux éditions du Seuil (« Écrits et Conférences »), rassemblant autour de thèmes (psychanalyse, herméneutique, anthropologie, politique, religion) des textes difficiles à trouver, édités et présentés par des chercheurs et chercheuses du Fonds Ricœur. Un ouvrage, issu d'un cours donné en anglais à Chicago en 1975, vient d'être publié dans une nouvelle collection (« Bibliothèque Ricœur ») : *L'imagination* (Seuil, 2024), traduit et édité par Jean-Luc Amalric. Des séminaires et un colloque international seront organisés autour de ce livre, qui paraît simultanément en anglais aux presses de l'université de Chicago. D'autres sont en préparation, à partir des cours de Ricœur sur le langage notamment.

Le Fonds Ricœur n'est pas seulement un Fonds documentaire, c'est aussi un petit centre de recherche, réunissant celles et ceux qui travaillent sur les Archives et textes du philosophe, et qui souhaitent poursuivre le dialogue sur les grands thèmes qu'il a travaillés : non seulement le mal, l'imagination, le texte, l'action, le temps, le soi, mais aussi les questions d'histoire, de mémoire et d'oubli, de philosophie morale, de justice et de politique, de littérature et de poétique, etc. Le Fonds Ricœur favorise l'encadrement doctoral des jeunes chercheuses et chercheurs qui s'adressent à lui, il s'est préoccupé de leur trouver des bourses, et offre de nombreux séminaires et des dizaines de journées d'étude, sur des thèmes et avec des partenaires divers.

Les ateliers d'été bilingues du Fonds Ricœur ont été créés en 2017. Depuis, ils sont organisés chaque année autour d'un livre de Paul Ricœur en collaboration avec le CRAL et la *Society for Ricœur Studies*. Les ateliers de 2024 seront organisés à Dublin City University en Irlande (24-28 juin) autour de l'un des livres majeurs de Ricœur *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. Cette reconnaissance internationale n'est pas isolée. Les ateliers du Fonds Ricœur seront également repris au Brésil et organisés en espagnol et en portugais par *Rede-Brasil Ricœur* et l'université catholique de Sao Paulo, dès cette année, autour du livre *Le volontaire et l'involontaire*.

La popularité et la présence de nombreux chercheurs venant de tous les continents ont conduit le Fonds Ricœur à organiser d'autres événements, avant ou après ces ateliers, tels que le colloque « Paul Tillich et Paul Ricœur en dialogue ». En août 2023, un premier congrès international du centre *Rede-Brasil Ricœur*, « L'identité et l'herméneutique critique » a été organisé à l'université de Campinas (Brésil), en collaboration avec le Fonds Ricœur. Parmi les activités récentes qui témoignent de cette ouverture internationale, un « Processus Ricœur » réunit depuis trois ans de nombreux chercheurs africains, à Kinshasa, avec un projet d'école doctorale dans la région des Grands Lacs autour de la question de « la fragilité des institutions ». Ce réseau international de chercheurs autour de la pensée de Ricœur est animé par une revue bilingue en ligne et en libre accès, soutenue par le CNRS, les *Études Ricœuriennes / Ricœur Studies* (ERRS). ERRS est une revue à comité de lecture, interdisciplinaire et internationale, qui n'est pas seulement une revue d'exégèse de la pensée du philosophe, mais qui publie des textes originaux — en français ou en anglais — à partir des traditions philosophiques et des questionnements politiques, éthiques et mémoriels que Paul Ricœur n'a pas cessé d'explorer.

Certains événements récents ont eu un grand retentissement, notamment le séminaire « Repenser l'imagination aujourd'hui » et les journées d'études : « Comprendre "Femme, Vie, Liberté". 4 mois après » (2023), ou encore « Algorithmiser la société. De la perspective à la prospective et retour » (2024). Une conférence plénière du grand philosophe de la technique Andrew Feenberg, intitulée « Rationalité technique et pensée critique », constituera le point d'orgue du second volet de cette journée d'étude sur les algorithmes en juin 2024.

Soucieux d'ouvrir le débat à partir de la pensée de Ricœur dans la société, le Fonds Ricœur propose enfin des émissions radiophoniques *Autour d'un livre* et soutient les conférences à destination du grand public organisées par l'Association Paul Ricœur.

Olivier Abel, professeur émérite de philosophie à l'IPT ; Azadeh Thiriez-Arjangi, vice-présidente du conseil scientifique du Fonds Ricœur ; Marc Boss, directeur du Fonds Ricœur ; Tiphaine Samoyault, directrice du CRAL

contact & info

► Tiphaine Samoyault,
CRAL

tiphaine.samoyault@ehess.fr

► Pour en savoir plus

<https://dan.ipt-edu.fr/s/fonds-ricœur/page/accueil>

Pas de transition écologique sans émotion



Maison en bois noir et blanc sur l'océan © Jeffrey Czum

La transition vers un monde décarboné n'est pas une douce utopie, elle est une nécessité vitale. Début 2024, pour la première fois, la température a dépassé, sur douze mois consécutifs, la barre de 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle (référence est faite à l'accord de Paris sur le climat de 2015). Le philosophe Glenn Albrecht mettait, en 2005, l'accent sur les « émotions de la terre » et, en particulier, sur la notion de « Solastalgie », une forme de souffrance psychologique ressentie par certaines personnes en réaction à la modification de la nature et des paysages du fait du changement climatique. La jeune militante écologiste Greta Thunberg en est l'illustration : dépassant sa souffrance, mobilisant une colère légitime, elle a fédéré autour d'elle toute une génération d'activistes du climat.

D'autres travaux ont, depuis, mis en évidence les émotions ressenties par les populations à l'égard du changement climatique. Par exemple, l'étude de Marczak & al.¹ effectuée sur la population norvégienne, identifie une pluralité d'émotions exprimée par les individus — non seulement colère, désespoir, peur, tristesse, mais aussi apathie, culpabilité, dégoût, empathie, fierté, frustration, honte, joie, regret, etc. Si le changement climatique est source

d'émotions, la transition vers un monde décarboné (neutralité carbone) l'est tout autant. La transition écologique provoque des peurs et un stress chez certaines personnes, en particulier les moins favorisées et celles appartenant à des catégories socioprofessionnelles dont les métiers sont directement visés par la transition. Oscar Barbarin² le soulignait déjà dans les années 1980 sur les populations afro-américaines. Très récemment, la colère des agriculteurs en France est venue illustrer la réticence de ceux-ci face à la nécessité d'agir pour l'environnement. Particulièrement visées, les normes environnementales et le plan national *Ecophyto* (restriction des pesticides) en ont fait les frais. Ils dénoncent des contraintes sur leur activité déjà pénalisée par la concurrence internationale. Nous nous trouvons dans une situation où l'inaction climatique devient une source d'émotions négatives pour une partie de la population mais où les solutions proposées sont aussi des vecteurs d'émotions négatives. Pour valoriser la transition écologique, il importe que celle-ci soit porteuse de sens et attentive à la façon dont elle est perçue par les populations. Procurer du sens, c'est prendre au sérieux les émotions.

1. Marczak M., Wierzbka M., Zaremba D., Kulesza M., Szczypiński J., Kossowski B., Budziszewska M., Michałowski J.M., Klöckner C.A., Marchewka A. 2023, *Beyond climate anxiety: Development and validation of the inventory of climate emotions (ICE): A measure of multiple emotions experienced in relation to climate change*, *Global Environmental Change*, 83 (102764): 1-17.

2. Barbarin O. A. 1983, *Coping with ecological transitions by Black families: A psychosocial model*. *Journal of Community Psychology*, 11(4), 308-322.

Revoir les piliers de la transition écologique

Depuis une décennie, la transition écologique s'appuie sur deux grands mécanismes : la diffusion de l'information pour combattre les croyances fausses — par exemple celles concernant la plus faible efficacité des énergies renouvelables ou des habitats écologiques —, et les incitations économiques pour pousser les gens à adopter les nouvelles technologies et les nouveaux modes de vie. L'idée d'acceptabilité sociale combine ces deux piliers fondamentaux. Mais les émotions ont été totalement laissées de côté et la transition écologique patine. L'acceptabilité sociale est devenue l'ennemi de la transition en clivant les partisans et les opposants. L'économiste Patrick Jolivet, directeur des études socio-économiques à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) suggère d'ailleurs de remplacer cette expression par le triptyque « désirabilité, faisabilité et conditions de réalisation », parce que « ces trois mots renvoient à un champ très ouvert, incluant les valeurs et les intérêts, les contraintes individuelles et collectives ou encore les facteurs pouvant conduire à une meilleure adéquation des projets à la société ». Ce triptyque pourrait avoir l'avantage de mieux tenir compte des émotions si elles étaient prises au sérieux. Or, les émotions ne sont pas l'ennemi de la décision. Depuis les travaux du médecin neurologue Antonio Damasio dans son ouvrage publié en 1994 *L'Erreur de Descartes : la raison des émotions*, elles ont été réhabilitées et elles sont désormais considérées comme des aides à la décision. Mais ce sont alors sur les émotions positives qu'il faut jouer pour sortir de l'impasse émotionnelle où nous sommes.

La boîte de pandore des émotions

Selon le mythe de la *boîte de Pandore* du poète grec Hésiode, Pandore se vit confier une jarre contenant de nombreux maux tels que la maladie, la mort, etc. Pandore ouvrit la jarre et laissa s'échapper tous les maux. Elle referma la jarre, mais cette action eut encore des effets négatifs, car dans son empressement à la refermer une seule chose resta dans la jarre : l'espoir. Le changement climatique et la transition écologique qu'il nous impose font de même. Les émotions négatives apparaissent spontanément et massivement. La peur du changement, les angoisses liées à la destruction de nos modes de vie prennent le dessus et bloquent tout processus de transition vers un avenir meilleur. L'espoir, lui, vient en agissant, comme l'indique la psychologue Maria Olaja³ dans un article récent. Dans une perspective pragmatiste, les émotions sont à la fois une impulsion et un guide pour l'action. Elles signalent qu'il faut agir et désignent, à l'instar des marqueurs somatiques identifiés par Damasio, la direction de l'action à mener. Les émotions négatives (comme la peur ou le désespoir) peuvent ainsi céder le pas aux émotions positives qui poussent à l'action. Comme dans le roman de Charles Dickens, *Les Grandes Espérances* (1861, 2019), l'espoir puis le désespoir transforment le parcours individuel du héros du roman (Pip) tout en se reconfigurant eux-mêmes : à partir d'un espoir initial d'ascension sociale qui se nourrit d'une illusion, le jeune Pip mûrit et se tourne *in fine* vers l'espoir d'une vie bonne et heureuse. Du désespoir et de l'illusion peuvent naître l'espoir.

Une telle perspective de transformation ou de mutation des émotions suppose que la communication sur le changement climatique et la transition écologique change radicalement. Il faut sans doute considérer, avec John Dewey (*Expérience et Nature*, 1925), que « même si l'univers nous écrase [...] nous savons que notre pensée et nos efforts sont l'une des conditions de l'avènement du meilleur ». Ce qu'il convient désormais de mettre en avant ne sont plus les catastrophes, les échecs et l'inaction des gouvernements, mais les actions positives et leurs répercussions constructives et rassurantes : la satisfaction d'agir, le plaisir de se rassembler, la fierté d'accomplir, à son niveau, une action pro-environnementale, etc. La responsabilité des médias est engagée car ils se nourrissent de la peur, comme de nombreux mouvements environnementaux d'ailleurs (théorie de l'effondrement). Pourquoi ne pas privilégier le contrepied ? Le passage d'une heuristique de la peur à une éthique de l'espoir est-il possible ? À cet égard, les 27 et 28 juin 2024, un colloque intitulé « Transition écologique et consommation durable et responsable » est organisé à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est (MSHS Sud-Est, UAR3566, CNRS / Université Côte d'Azur / Université de Corse-Pascal-Paoli) de Nice par le Groupe de recherche en droit, économie et gestion (GREDEG, UMR7321, CNRS / Université Côte d'Azur) et le Groupe de Recherche en Management (GRM, Université Côte d'Azur). Les défis environnementaux (changement climatique, perte de la biodiversité, guerres environnementales, consommation responsable...) seront traités selon l'angle des émotions. Les émotions seront le fil rouge des interventions.

Jérôme Ballet, maître de conférences HDR en économie à l'université de Bordeaux, laboratoire Passages (UMR5319, CNRS / Université de Bordeaux / ENSAP Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne), Fonds pour la recherche en éthique économique ; Damien Bazin, maître de conférences HDR en économie à l'Université Côte d'Azur, Groupe de recherche en droit, économie et gestion (GREDEG, UMR7321, CNRS / Université Côte d'Azur) ; Emmanuel Petit, professeur de sciences économiques à l'université de Bordeaux, Bordeaux Sciences Économiques (BES, UMR6060, CNRS / Inrae / Université de Bordeaux)

contact&info

► Damien Bazin,
GREDEG

damien.bazin@univ-cotedazur.fr

3. Olaja M. 2023, *Hope and climate-change engagement from a psychological perspective*, *Current Opinion in Psychology*, 49, 101514.

TROIS QUESTIONS À...

Laetitia Zecchini et Alda Mari, sur l'IRL *Humanities* et le colloque *Phronesis* organisé en son sein

Créé en janvier 2024, le laboratoire international de recherche (IRL) *Humanities* entend établir des interactions et opportunités collaboratives entre l'université de Chicago et la communauté scientifique française. Il vise à promouvoir la recherche interdisciplinaire transnationale en philosophie, littérature, linguistique, philologie et arts — avec une ouverture vers les sciences sociales. Dans ce cadre, et pour entériner cette collaboration, a eu lieu en mars dernier la conférence *Phronesis: Reflections on rationality and practical wisdom*. Pour la Lettre, Laetitia Zecchini, chargée de recherche CNRS et directrice de l'IRL *Humanities* (IRL2026, CNRS / Université de Chicago), et Alda Mari, directrice de recherche CNRS à l'Institut Jean-Nicod (IJN, UMR8129, CNRS / ENS-PSL), ont accepté de revenir sur ces deux événements conjoints.

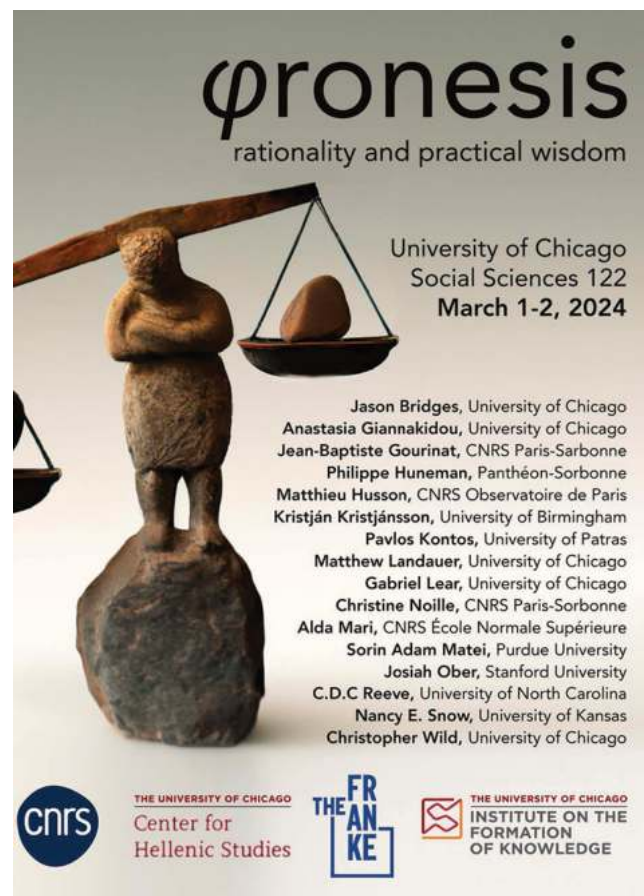
Qu'est-ce que la *phronesis* ? Pourquoi cette thématique fait-elle l'objet du colloque d'ouverture du nouvel *International Research Laboratory* (IRL) *Humanities* à Chicago ?

Alda Mari – Le concept aristotélicien de *phronesis* (son équivalent latin est le terme *prudence*) fait appel à la fois à la rationalité et à la sagesse pratique et renvoie au type de posture épistémique, et plus largement morale, en vue de la mise en pratique d'un jugement bien fondé et d'une action éthiquement acceptable.

À la différence de la *sophia*, la *phronesis* ne procède pas de raisonnements infaillibles, mais de la prise en compte de preuves et d'arguments qui peuvent être partiels, et donner lieu à plusieurs choix. En tant que linguistes, nous avons appréhendé cette notion dans le cadre de ce que nous avons appelé la *pragmatique rhétorique*, qui vise à comprendre les discours non-coopératifs, par opposition à des discours idéalisés impliquant des locuteurs logiques et toujours véridiques. Ces discours non-coopératifs peuvent viser à déclencher des actions et des jugements qui ne sont pas alignés avec la vérité et qui ne procèdent pas nécessairement de celle-ci. Ils peuvent vouloir convaincre, mais aussi manipuler ou décevoir.

En élargissant le périmètre d'analyse et en convoquant à la fois la philosophie des sciences et de l'action, nous interrogeons les raisons de l'action, et plus largement de l'action publique, en l'absence des lois nécessaires qui guideraient cette action. Nous visons à étudier la contingence des choix, et nous demandons dans quelle mesure ces choix suivent de la prise en considération d'arguments bien fondés.

Laetitia Zecchini – Si cette thématique a fait l'objet du colloque d'ouverture c'est d'abord parce que ce nouvel IRL prend appui sur les nombreuses collaborations entre le CNRS et l'université de Chicago, notamment en linguistique, en philosophie, et en littérature. Or, cela fait longtemps qu'Alda Mari et Anastasia Giannakidou, qui est professeure de linguistique et directrice du *Center for Hellenic Studies* à l'université de Chicago, et qui co-organisait cette conférence, travaillent ensemble. L'IRL *Humanities* — et plus largement l'*International Research Center* (IRC) Discovery créé en 2022 par un accord de coopération entre nos deux institutions — prend donc acte de l'intensité des échanges scientifiques existants, que cette nouvelle structure va renforcer grâce à un soutien institutionnel et des ressources dédiées. Il a vocation à susciter de nouvelles opportunités de collaboration à long terme entre l'université de Chicago et la communauté scientifique en France.



Lors des échanges qui ont préparé la création de l'IRL, et notamment d'un *workshop* scientifique organisé en juin 2023 à l'université de Chicago, nous avons constaté à quel point l'exploration de la notion de *phronesis* était fructueuse et stimulante pour des chercheurs et chercheuses venus d'horizons disciplinaires très divers. C'est aussi la raison pour laquelle l'un des axes scientifiques de l'IRL porte sur « Vérité, information, fiction ». Les questionnements sur la notion de véridicalité (jugement porté par un locuteur sur la vérité d'un énoncé rejoignent celles du partage entre vérité et fiction. C'est donc un axe fédérateur qui se situe à la croisée de la linguistique et de la philosophie, des théories de la connaissance et de l'action, et bien sûr aussi, des études littéraires.

De quelle manière ce colloque préfigure-t-il les recherches qui vont nourrir les activités de ce nouveau centre ?

Laetitia Zecchini – Il faut souligner que l'IRL répond aussi à de vraies convergences en termes d'orientations scientifiques : une même tradition de recherche ancrée dans les disciplines mais ouverte à l'interdisciplinarité (et à la manière dont cette interdisciplinarité peut recomposer nos disciplines) ; un accent sur les études ancrées dans des espaces et des contextes spécifiques (les études dites aréales, notamment) comme sur les approches comparatives et transnationales ; le même souci d'encourager les projets de recherche qui éclairent et répondent aux grandes questions sociétales et politiques contemporaines. Or il me semble que ce premier colloque qui a rassemblé des linguistes, des philosophes du langage et des philosophes des sciences, des spécialistes de philosophie antique et politique, des chercheuses et chercheurs en littérature, en sciences de la communication et de l'éducation avec l'objectif de réfléchir ensemble aux applications pratiques de notions helléniques fondamentales, en particulier à la manière dont celles-ci peuvent nous aider à analyser le discours public aujourd'hui — y compris les stratégies rhétoriques de la désinformation et de la manipulation — met tout à fait en lumière ces orientations partagées.

Le programme scientifique sur ces questions est amené à se développer au sein de l'IRL. Mais au-delà du succès scientifique de ce colloque inaugural, je voudrais souligner qu'il a été l'illustration éclatante de ce dont nous avons fait l'expérience depuis le début de nos échanges avec l'université de Chicago il y a près de deux ans : à savoir l'enthousiasme à l'idée de collaborer et le plaisir de travailler ensemble, la fécondité des dialogues entre traditions scientifiques, entre frontières disciplinaires et nationales ; la richesse des opportunités qu'offre ce partenariat. D'autres collaborations sont en cours notamment en humanités numériques, environnementales et médicales, ou dans le champ des cultures de l'imprimé postcoloniales, et je ne doute pas que nous aurons d'autres événements scientifiques aussi fructueux dans les années qui viennent.

Le colloque a réuni un éventail large de disciplines : philosophie, linguistique, théorie littéraire, technologies de la communication, sciences politiques et historiques, autour d'un concept qui est né au sein de la philosophie antique (Aristote). En quoi cette interdisciplinarité renouvelle-t-elle le concept ? Pourquoi est-il d'actualité ?

Alda Mari – Le concept de *phronesis* est plus que jamais d'actualité : il s'agit de comprendre les principes non logiques et non nécessaires qui sous-tendent la décision et l'action humaine. Dans le contexte géopolitique actuel, et au vu des enjeux climatiques, il est plus que jamais nécessaire de savoir décoder les discours, et de pouvoir une réflexion qui permette d'évaluer les décisions et les actions entreprises sur la base d'arguments bien fondés. Au croisement de la philosophie du langage et des sciences, de la littérature et des sciences politiques, la notion de rationalité et de sagesse pratique permet de mobiliser une variété de disciplines autour d'un objet complexe, certes, mais



Participants au colloque *Phronesis*
En haut, de gauche à droite : Philippe Huneman (IHPST / CNRS), Matthieu Husson (Observatoire de Paris / CNRS), Jean-Baptiste Gourinat (Centre Leon Blum / CNRS), Christine Noille (CELLF / CNRS), Kristjan Kristjansson (Birmingham), Pavlos Kontos (Patras), Josiah Obser (Stanford), C.D.C. Reeve (North Carolina)
En bas, de gauche à droite : Christopher Wild (Chicago), Alda Mari (IJN / CNRS), Nancy Snow (Kansas), Su-Anne Waes, from the Free University of Amsterdam, Anastasia Giannakidou, Then Zoe Gavriilidou, Democritus University of Thrace, Katerina Chatzopoulou, University of Chicago

clairement défini. Il s'agit, pour ces différentes disciplines, de nouer un dialogue en menant une réflexion conjointe sur les mécanismes conduisant à l'action, à partir de la formation de jugements prudents obéissant à des lois rationnelles (à défaut d'être logiques) et ce, aussi bien dans une perspective individuelle que collective. Il s'agit de fournir des outils pour évaluer la prise de décision et d'en comprendre le bien fondé, sous l'hypothèse que l'action doit se conformer à des principes éthiques reconnus et partagés. À l'instar des disciplines relevant des SHS, les approches computationnelles d'analyse de textes ont une place de premier plan dans cette nouvelle communauté interdisciplinaire, car elles livrent des données quantitatives, et nous permettant de faire également reposer les analyses sur des considérations statistiques.

Le dialogue initié lors de la première conférence sur la *phronesis* est un pas vers un projet plus ambitieux au sein de l'IRL *Humanities*, qui vise à constituer un forum de chercheurs et chercheuses au caractère fortement international. Celui-ci servira de point de référence pour une réflexion scientifique et publique autour de la rationalité, de la communication et de l'éthique de l'action.

contact&info

- ▶ Laetitia Zecchini, Humanities
laetitia.zecchini@cnrs.fr
- Alda Mari, IJN
alda.mari@ens.fr
- ▶ Pour en savoir plus
<https://humanitiesirl.uchicago.edu>

« Eco pour tous » : diffuser l'économie dans la société

Paris School of Economics (PSE) est un centre de recherche et de formation en économie qui regroupe 135 chercheuses et chercheurs et plus de 160 doctorantes. Depuis sa création, PSE ambitionne de mettre « la science économique au service de la société ». Elle a ainsi développé le programme « Eco pour tous » qui vise à diffuser, disséminer et rendre accessibles les savoirs, recherches, connaissances développés par les chercheuses et chercheurs de PSE. L'objectif est de s'adresser aux lycéennes et étudiantes, aux décideurs publics, aux journalistes ou plus généralement aux citoyennes ayant une certaine appétence / curiosité pour l'économie.

Cette initiative « Eco pour tous » s'inscrit au cœur des programmes de recherche et d'enseignement de PSE et se décline sous différents formats : des dossiers thématiques, des vidéos sur les prix Nobel d'économie, des conférences grand public et le soutien à plusieurs actions.

Dossiers thématiques

Depuis 2022, « Eco pour tous » propose une approche par dossier thématique. Les travaux relatifs à un thème sont ainsi présentés pendant six semaines, à raison d'une publication par semaine. Ces publications prennent la forme de tribunes, d'interviews vidéo, de podcasts, de bandes dessinées, d'infographies, etc. L'ambition de ces dossiers est de faire découvrir et de rendre accessibles à toutes et tous les travaux de recherche, en lien avec l'actualité, menés au sein de PSE et de ses laboratoires. Parmi les thèmes récemment traités, citons :

- ▶ **Les migrations internationales**, un thème qui regroupe des contributions sur l'importance des migrations dans l'analyse économique, la question des migrations climatiques, le rôle de la diversité ethnique lors de l'enfance sur les relations sociales développées une fois adulte, les origines et les perspectives des réfugiés en France...
- ▶ **L'inflation et le pouvoir d'achat** dont les contributions s'ancrent pleinement dans le contexte économique actuel, avec des analyses sur le retour de l'inflation, les liens entre l'inflation et le pouvoir d'achat, la hausse des prix et la pénurie d'énergie...
- ▶ **L'économie et la santé** qui traitent de la question des inégalités sociales de santé, de la mise en place d'un parcours de santé universel des maladies rares, des facteurs de réticence à l'égard de la vaccination contre la COVID-19, d'un programme de dons croisés de reins en France...
- ▶ **La transition énergétique et l'environnement** qui regroupent des points de vue sur les objectifs de la transition énergétique, le recyclage des centrales alimentées par des combustibles fossiles, la question environnementale aux États-Unis, les politiques tarifaires des transports en commun...
- ▶ **Les villes et l'urbanisation** dont les contributions portent notamment sur la croissance des villes, la cohésion sociale, la pollution de l'air, les politiques de la ville, la mobilité urbaine...
- ▶ Un dossier sur **les conflits armés et l'économie publique** qui met en lumière les apports de l'économie à la compréhension des conflits armés contemporains, l'approche économique du terrorisme, l'influence des réseaux sociaux sur le traitement des conflits par les médias traditionnels, la reconstruction économique post-conflit...

▶ **Les mesures du bien-être au-delà du PIB** qui dévoilent les nouveaux indicateurs disponibles pour mesurer la performance économique et le progrès social, le bien-être subjectif, l'équité intergénérationnelle et la politique climatique...



Extrait de la tribune de Marc Fleurbaey « Aller au-delà du PIB : pourquoi et comment ? »
© Paris School of Economics

Vidéos de présentation des prix Nobel

Le prix Nobel d'économie récompense chaque année une ou plusieurs personnes pour leur contribution exceptionnelle dans le domaine des sciences économiques. « Eco pour tous » met en avant les recherches récompensées par le comité Nobel grâce à la réalisation de plusieurs vidéos, les « vidéos Nobel ». Ces vidéos offrent un éclairage sur les grands enjeux économiques contemporains. Elles visent premièrement à expliquer l'objet des recherches primées, mais également à présenter le contexte économique et scientifique dans lequel elles s'inscrivent et, enfin, à susciter un questionnement sur la discipline. Trois vidéos sont d'ores et déjà disponible sur le site de PSE et portent sur les prix décernés à :

- ▶ Paul R. Milgrom (université de Stanford) et Robert B. Wilson (université de Stanford) pour leurs recherches sur la théorie des enchères et l'invention de nouveaux formats d'enchères, en 2020 ;
- ▶ David Card (université de Berkeley, Californie) pour son travail de recherche sur le marché du travail, et à Joshua Angrist (Massachusetts Institute of Technology) et Guido Imbens (Stanford Graduate School of Business) pour leurs contributions méthodologiques à l'analyse des relations causales, en 2021 ;
- ▶ Ben Bernanke (ex-Président de la Réserve fédérale des États-Unis), Douglas Diamond (University of Chicago's Booth School of Business) et Philip Dybvig (Washington University in Saint Louis) pour leurs travaux sur les banques et leurs sauvetages nécessaires durant les crises financières qui démontrent l'importance de prévenir l'effondrement généralisé des banques, en 2022.

2022



Extrait de la vidéo Nobel « Bernanke, Dybvig et Diamond, prix Nobel d'économie 2022 » © Agence Gorille / Paris School of Economics

Conférences grand public

« Eco pour tous » organise également chaque année plusieurs conférences sur des sujets économiques à destination du grand public.

Citons, par exemple, la Conférence sur l'évaluation du budget organisée annuellement par l'Institut des politiques publiques (IPP) et l'Observatoire de macroéconomie du Centre pour la recherche économique et ses applications (Cepremap), en partenariat avec PSE, à l'occasion de l'examen au Parlement des projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale. Cette conférence est devenue au fil des années un rendez-vous attendu par la presse et un marqueur fort de la capacité de l'IPP à animer le débat public. Pour l'édition 2023, des interventions ont eu lieu sur le bouclier tarifaire, l'hétérogénéité d'exposition des ménages à la hausse des prix de l'énergie et les réponses possibles... Ces présentations ont été suivies d'une table ronde regroupant des parlementaires membres de la commission des finances.

PSE organise également chaque année une conférence sur les grands défis sociétaux. La conférence de 2023, intitulée « Re/Dé/Mondialisation », avait pour objectif de réinterroger la mondialisation des échanges sous l'angle de l'innovation technologique, de la transition écologique, de la justice fiscale, de la diversité culturelle et de la géopolitique.

Actions soutenues par PSE

Enfin, « Eco pour tous » est partenaire depuis 2013 de deux événements majeurs organisés en France sur les questions économiques :

- ▶ **Le Printemps de l'économie**, une manifestation qui vise à rapprocher la recherche scientifique en économie des citoyens. Organisée chaque année en présentiel à Paris et en distanciel, elle rassemble plusieurs milliers de participants ;
- ▶ **Les Journées de l'économie**, qui réunissent chaque année à Lyon, sur plusieurs jours, des milliers de participants, avec une vocation pédagogique. Elles proposent de rapprocher le grand public de l'économie, en l'éclairant sur les enjeux économiques et les grandes mutations actuelles.

En tant que partenaire, PSE est membre des conseils scientifiques de ces deux événements et participe à l'organisation de sessions, au cours desquelles sont notamment exposées les recherches menées par les chercheuses et chercheurs de PSE.

contact&info

▶ Anne-Celia Disdier,
PSE

anne-celia.disdier@psemail.eu

▶ Pour en savoir plus

<https://www.parisschoolofeconomics.eu/fr/>



Conférence sur l'évaluation du budget 2024 © Paris School of Economics



PARIS SCHOOL OF ECONOMICS
ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS

INTERDISCIPLINARITÉS

La reconnaissance des limites au service de l'interdisciplinarité en matière de transition énergétique



Détail d'un panneau photovoltaïque en toiture de l'Institut photovoltaïque d'Ile-de-France (IPVF) © Cyril FRESILLON / IPVF / CNRS Images

L'énergie a fait ces dernières années un retour remarqué dans les préoccupations de nos sociétés. Ce retour s'explique principalement du fait de la nécessité de décarboner les mix énergétiques sous la pression du changement climatique, mais aussi du fait des crises géopolitiques (un classique en matière d'énergie), des conflits sociaux et, plus récemment, des craintes de défaillance du système électrique en raison de la baisse de la production d'énergie. Ces préoccupations, pas toujours nouvelles donc, se traduisent par un appel très marqué aux sciences humaines et sociales : alors que là encore, c'est une tendance de fond que d'attendre que les SHS prennent leur part de l'interdisciplinarité, l'appel est particulièrement marqué en matière d'énergie. De fait, si l'énergie constitue un champ de recherche d'intérêt majeur pour les sciences humaines et sociales, l'interdisciplinarité dans ce domaine n'est pas aisée, et la rencontre se produit rarement : dans les appels à projets de recherche, nombre de projets restent orphelins de recherches en sciences humaines et sociales, alors que la plus-value de ces approches serait évidente.

Pourquoi cette non-rencontre ? Il est certain que les termes du débat ne sont pas toujours bien posés. L'appel aux sciences sociales n'est pas dénué du « syndrome du WP5 » (ou dernier work package des programmes de recherche, traditionnellement dédié à la communication), quand ce ne sont pas des études

d'acceptabilité (de technologies forcément bonnes) qui sont attendues... et encore y a-t-il, dans ces cas-là, des attentes : ceux qui sont habitués à servir de porte d'entrée interdisciplinaire connaissent l'invitation formulée de manière plus ou moins adroite autour du thème « je ne sais pas ce qu'on peut faire ensemble, mais on m'a dit qu'il fallait que je mette des SHS pour être financé ». Dans ces conditions, ce n'est pas l'absence de sciences sociales qu'il faudrait expliquer, mais leur présence...

Or si cette présence est nécessaire, elle reste à la construire. Comment le faire ? La littérature ne manque pas de textes expliquant comment l'interdisciplinarité doit se faire, en énergie ou dans d'autres domaines. En nous appuyant sur des expériences d'interaction interdisciplinaires en matière d'énergie, nous voudrions dans cet article proposer un principe de base pour fonder l'interdisciplinarité : la reconnaissance des limites des systèmes techniques et sociaux, mais aussi du système Terre. Les limites nous obligent à penser différemment et, dans cette pensée différente, les sciences ont beaucoup à apporter. Pour étayer notre argumentation, nous commencerons par rappeler l'intérêt des approches SHS en énergie, avant de montrer comment se fait la non-rencontre avec les autres sciences pour mieux fonder la nécessité d'une rencontre.

SHS et énergie : de l'étude des choix de systèmes énergétiques à l'accompagnement des transitions

Deux références importantes peuvent permettre de souligner la pertinence des sciences humaines et sociales en matière d'étude des énergies.

La première est un livre écrit il y a dix ans déjà sous l'égide de l'alliance Athéna. Olivier Labussière et Alain Nadaï ont, en 2014, coordonné cet ouvrage spécifiquement consacré aux sciences sociales de l'énergie¹. Ils appellent à se saisir de la réouverture des enjeux de l'énergie dans le cadre de la transition énergétique pour, notamment, montrer comment les sciences sociales peuvent aider à rendre visibles les choix socio-techniques qui président aux développements technologiques. Ils ont montré que les sciences sociales, construites en interdisciplinarité, pouvaient se saisir des problématiques soulevées par le retour de l'énergie dans l'agenda politique : elles éclairent la manière dont fonctionnent les exercices de prospective et de modélisation, les renouvellements de la gouvernance de l'énergie, les enjeux de la territorialisation des technologies, du fonctionnement du marché. Leur rapport, essentiel, s'est prolongé dans une enquête sur la transition énergétique sous forme d'un ouvrage collectif qui, lui aussi, a su faire date² et illustre la bascule des études sur l'énergie vers des études sur la transition bas-carbone : leur proposition consiste à étudier la manière dont se fait la bascule vers la transition énergétique.

Ce virage est évident dans une autre initiative prise à l'échelle européenne par un collectif d'auteurs réunis autour de Seweryn Krupnick³. Cette fois, le regard porte sur la manière dont les sciences humaines et sociales peuvent accompagner les transitions énergétiques : elles aident à comprendre les transformations profondes des systèmes économiques et politiques rendues possible par le déploiement des énergies renouvelables, à éclairer les contextes socio-politiques et culturels qui influencent l'adhésion des citoyens aux transitions, à appréhender les nouveaux modes de gouvernance de l'énergie et, au final, à déplacer les débats autour des questions d'acceptabilité vers celles d'objectifs fondés sur des valeurs.

D'autres points, moins traités par ces textes, sont repris dans d'autres propositions, dont une que nous avons faite pour la cellule énergie du CNRS⁴ : les problématiques de justice et de démocratie énergétique, les questions éthiques, les consommations d'énergies, les rapports nord/sud — ces éléments sont essentiels pour se saisir des enjeux des transitions énergétiques.

Une réalité des débats : le besoin des SHS d'une part, les risques d'instrumentalisation de l'autre

Ce n'est pas parce que les SHS refusent de mener des recherches orientées vers les questions de transition que la rencontre avec les sciences « dures » ne se fait pas. Au contraire, le virage vers une

science impliquée est évident. Essayons dès lors de caractériser les non-rencontres dans des situations précises pour mieux les comprendre. Le colloque de la cellule énergie du CNRS, qui se tient tous les ans au siège du CNRS, est un bon lieu pour observer des situations concrètes.

À ce titre, les questions posées à la suite d'une session principalement consacrée aux SHS sont éclairantes quant aux limites du dialogue. Alors que la table ronde a essayé d'expliquer les effets de cadrage, de blocage, les difficultés à prédire, dans les rapports entre science, action et expertise, la première question a été simple : « pourquoi met-on autant de temps à agir ? Ne pourrait-on pas actionner des principes simples pour forcer l'action ? ». La deuxième question était du même acabit : « qui faut-il mettre au pouvoir pour que ça change enfin ? » La troisième posait les débats en termes d'équité, pour faire en sorte que la transition ne laisse personne de côté. La dernière était attendue : il s'est agi, avec certaines précautions oratoires, d'inviter les chercheurs et chercheuses à éduquer les populations qui refusent les bonnes technologies parce qu'elles sont mal informées. Les sciences sociales sont, là, renvoyées au rôle de pédagogues en charge d'expliquer pourquoi les populations doivent accepter une technologie.

Il est facile de voir les limites de ces questions, et l'agacement des collègues, renvoyés, après une heure et demie de débats, à des problématiques qui font d'eux des faiseurs de transitions, se comprend. C'est certes un rôle noble qui nous est conféré, et les sciences sociales qui se sont mises à travailler sur la manière dont les transitions peuvent se déployer ont une part de responsabilité dans ces questionnements. Il y a une sorte de pensée magique, selon laquelle les sciences sociales permettraient à des innovations de devenir réelles. Mais la pensée magique vaut dans les deux sens : ceux-là mêmes qui pensent que les sciences sociales peuvent permettre de mettre en œuvre les transitions, pensent aussi que les technologies qu'ils développent sont à même de constituer à elles seules les bases techniques de la transition. Que la science, en interdisciplinarité, peut.

Une pensée des limites pour fonder l'interdisciplinarité

L'idée de la pensée magique est à creuser, pour mieux s'en départir : il importe de mettre au regard de la toute-puissance de la science, ou de celle du politique ou du social ou de l'économique, une compréhension des limites non seulement des sciences des uns et des autres, mais aussi, et surtout des systèmes sociaux et des systèmes techniques qui, pas plus que les scientifiques, peuvent résoudre à eux seuls le problème.

Il est certain que nombre de recherches venues des sciences techniques présentent une posture qui aborde la transition énergétique par les enjeux et les leviers suscités par l'innovation autour des solutions techniques et matérielles ; cette dynamique est largement impulsée par les programmes de type PEPR⁵ : en

1. Labussière O., Nadaï A. 2014, *L'énergie des sciences sociales*, Éditions A. Athéna.

2. Labussière O., Nadaï A. (Dir.) 2018, *Energy Transitions: A Socio-Technical Inquiry*, Springer.

3. Krupnik S., Wagner A., Vincent O., Rudek T.J., Wade R., Mišik M., Akerboom S., Foulds C., Smith Stegen K., Adem Ç., Batel S., Rabitz F., Cerotomà C., Chodkowska-Miszczuk J., Denac M., Dokupilová D., Leiren M.D., Ignatieva M.F., Gabaldón-Estevan D., Horta A., Karnøe P., Lilliestam J., Loorbach D., Mühlemeier S., Nemoz S., Nilsson M., Osička J., Papamikrouli L., Pellizzioni L., Sareen S., Sarrica M., Seyfang G., Sovacool B., Telešienė A., Zapletalová V., von Wirth T. 2022. *Beyond technology: A research agenda for social sciences and humanities research on renewable energy in Europe*. *Energy Research & Social Science*, 89, 102536.

4. Arnauld de Sartre X., Wurtz F. (Dir.) 2023, *Pour une science de la transition énergétique au service de la société*, Rapport du groupe interdisciplinaire ARPEGES CNRS pour la Transition énergétique, Centre national de la recherche scientifique.

bref, une science résolument au service de l'innovation technique et matérielle, fondée sur des promesses que l'on est d'autant plus enclins à faire qu'elles permettent de déclencher des financements.

Pourtant, la mise en débat dans certaines sessions du colloque énergie entre SHS et sciences techniques a été l'occasion d'incarner la nécessité d'accompagner cette innovation technologique par une recherche orientée « société » ; cette recherche postule que les leviers techniques et matériels ont pu connaître, et vont connaître, des limites, impliquant de légitimer aussi une posture et une dynamique de recherche dans laquelle la technique ne soit plus perçue comme le vecteur incantatoire des solutions de la transition énergétique, et dans laquelle le social ne serait en charge que de la mise en œuvre des solutions pensée uniquement par la technique.

Apparaît la nécessité d'une posture de recherche qui, tout en reconnaissant le caractère intrinsèquement technique et matériel des activités énergétiques, veut se situer dans un cadre définissant et pensant, *ab initio*, les limites techniques et matérielles de ce système énergétique dans des dimensions que sont les potentiels de déploiement, d'utilisation, de mobilisation de ressources, et d'impact. Car c'est là que les limites sont les plus évidentes : la technique ne peut pas tout, et quand bien même elle le pourrait, elle est confrontée aux limites en matériaux, en énergies, en capitaux... S'il y a bien une leçon que nous apprend le changement climatique, c'est celle des limites.

5. Programmes et équipements prioritaires de recherche

Les limites techniques, énergétiques, le manque de disponibilité en matériaux, se doivent d'être pensés et compensés, consubstantiellement avec la mobilisation d'autres leviers que sont les modes de vie, les pratiques, les comportements, les valeurs éthiques, les normes et les politiques publiques. Ceci appelle une approche, sans hiérarchie entre science des systèmes et sciences humaines et sociales, pour un cadre d'analyse sociotechnique global et soutenable. Car penser les limites revient finalement à se demander à quoi servent les technologies, et quel modèle de société elles doivent accompagner.

Il est dans nos possibilités et dans nos ambitions que ces approches différentes entre recherche au service de l'innovation technique et matérielle et recherche au service de la société, ne se limitent pas à des oppositions stériles, mais offrent, au travers de la reconnaissance de ses limites et de celles des autres, un moyen de penser les complémentarités.

Frédéric Wurtz, directeur de recherche CNRS, Laboratoire de Génie Electrique de Grenoble (G2Elab, UMR5269, CNRS, Université Grenoble Alpes ; Xavier Arnaud de Sartre, directeur de recherche CNRS, Transitions énergétiques et environnementales (TREE, UMR6031, CNRS / Université de Pau et des pays de l'Adour)

contact&info

► Xavier Arnaud de Sartre, TREE

xavier.arnaud@cnrs.fr

Frédéric Wurtz, G2Elab

frederic.wurtz@g2elab.grenoble-inp.fr

Définir le patrimoine des sociétés : un projet participatif à Timor-Est



Rituel chanté autour des statues sa'et, avec tambours tihak, Makili, île d'Atauro (Timor-Est), octobre 2022 © Bluemilk Studio

De 2019 à 2024, une équipe de chercheurs et chercheuses issus de plusieurs institutions a enquêté sur une petite île de la République Démocratique de Timor-Est. Financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), porté par le laboratoire [Patrimoines locaux, environnement et globalisation](#) (PALOC, UMR8087, CNRS / IRD / MNHN) et le Centre Asie du Sud-Est (CASE, UMR8170, CNRS / EHESS / Inalco), ce projet s'intitule « [Patrimoines locaux, politiques patrimoniales et approches collaboratives dans l'Est insulindien](#) » (POPEI-Coll).

Dans le monde entier, les politiques patrimoniales sont généralement « descendantes ». Elles se fondent sur des éléments inspirés par l'approche occidentale, en particulier sur la typologie UNESCO, sans prendre en compte la vision des populations locales. *A contrario*, dans le projet POPEO-Coll, il s'est agi d'intégrer les perspectives locales aux politiques patrimoniales du pays. En accord avec l'administration nationale et le Secrétariat d'État à l'Art et à la Culture timorais, les chercheurs et chercheuses ont travaillé avec les populations de l'île d'Atauro pour définir ensemble « les objets, savoirs et pratiques importants à transmettre aux générations suivantes » — une des définitions possibles de la notion de patrimoine qui convoque les critères d'ancestralité et de continuité intergénérationnelle. Sur l'île d'Atauro, les catégories émiques dépassent les faits culturels pour inclure des lignées de semences, des savoirs, des savoir-faire ; elles incluent l'oralité — les récits et les chants, autant d'éléments rarement pris en compte dans les politiques nationales du patrimoine. De manière plus originale encore, ces catégories, inextricablement mêlées, ne font pas de distinction entre les dimensions matérielles et immatérielles, naturelles et culturelles. Tout cela a amené les chercheurs et chercheuses du projet à renforcer la dimension transdisciplinaire de leurs approches. Le projet a créé les conditions d'un dialogue autour de

l'identification, de la caractérisation et de la valorisation de ces pratiques et savoirs locaux. L'approche participative a bénéficié de l'expérience de membres de l'équipe ayant déjà travaillé dans cette optique au Brésil, où ces approches par les populations sont désormais imposées par les sociétés locales. En outre, ce choix de l'approche participative est aussi lié à l'histoire de la recherche à Timor-Est. Plusieurs décennies de colonisation, d'occupation et d'imposition d'un modèle de développement exogène ont conduit à forger une image particulière des chercheurs, souvent assimilés à des experts venus prendre des informations sur le terrain, sans retours ni retombées pour les populations locales. Face à cette quête de données, les populations s'interrogent souvent sur le bénéfice, supposé lucratif, que ces chercheurs peuvent en tirer. Par conséquent, la recherche participative est apparue comme la condition nécessaire pour créer à la fois un dialogue et un échange : dans cette co-construction, quel type d'objets les populations souhaitent-elles voir étudiées ? Comment travailler avec elles à la caractérisation des patrimoines ? Quelle valorisation attendent-elles ? Cette démarche a conduit à l'organisation d'ateliers réunissant chercheurs et populations locales, afin d'aboutir à une validation collective de la démarche et des résultats attendus.

Une équipe de sciences humaines lancée dans le participatif

L'équipe a regroupé des chercheurs et chercheuses de plusieurs institutions (IRD / CNRS / MNHN) et de plusieurs disciplines des sciences humaines et des ethno-sciences : ethnologie, ethnomusicologie, archéologie, géographie, ethno-entomologie, ethno-malacologie, ethno-botanique. L'approche participative a transformé les pratiques de recherche qui a commencé par une modification de posture. Le participatif a impliqué de travailler



non plus seulement avec un ou plusieurs informateurs mais avec un collectif, qu'il a fallu déterminer, puis engager dans une collaboration active vers un dialogue. L'idée de la constitution d'un collectif fut émise par les habitants eux-mêmes. Beaucoup d'informateurs, ne se jugeant pas légitimes de parler au nom des autres pour préciser des catégories ou des données concernant tout leur groupe, ont demandé une grande réunion publique. Ce collectif fut alors constitué par des représentants de toute la population de l'île, divisée en trois groupes ethnolinguistiques et répartie en unités administratives. Les obédiences religieuses constituent aussi une catégorie que l'on eût pu prendre en compte mais qui avaient, par rapport à l'approche de la culture locale, une attitude contrastée, les évangélistes pentecôtistes, qui représentent 70 % de la population de l'île et qui prônent l'éradication des savoirs et des lieux liés à l'ancestralité, n'étant pas des partenaires optimaux dans cette exploration.

En amont d'une grande réunion collective avec l'île entière, des discussions ont été menées avec les habitants de chacun des groupes, autour des types de productions souhaitées, ce qui constitue une autre singularité du participatif. Beaucoup d'idées ont émergé notamment grâce aux échanges avec le corps enseignant qui manifestait le regret de ne pas disposer de livres sur la culture locale. En avril 2022, une grande consultation participative a réuni les représentants de tous les clans des trois groupes ethnolinguistiques, les enseignants, les chefs administratifs, les chercheurs et les partenaires institutionnels du projet. Le Secrétariat d'État à l'Art et la Culture (lié par accord à l'IRD) et l'administration locale du district d'Atauro ont accompagné l'événement. Cette consultation a conduit à un accord sur la fabrication d'un livre rédigé en langues locales et en langue nationale (tetun). Puis, les ateliers suivants ont été consacrés à la validation du livre auprès de l'ensemble des populations de l'île.

Si la production et la diffusion scientifique restent toujours une priorité dans un programme de recherche, l'approche participative entraîne également une modification des productions obtenues. S'engager dans cette voie suppose le partage et la restitution des données en langues locales : cela implique donc une co-construction de la démarche et des objets. Les retours sur le terrain ont consisté à recueillir différents savoirs et pratiques en voie d'extinction. Après leur consignation et leur description, il s'est agi de faire valider les résultats de la recherche par les populations, afin d'intégrer les corrections souhaitées et de répondre à de nouvelles demandes ; de plus, ces rencontres ont visé à inciter les populations à s'emparer de la possibilité d'être pilotes de cette recherche. Les ateliers de validation du livre ont conduit, à la demande des participants, à élaguer, censurer ou transformer certains éléments des mythes d'origine, dans plusieurs buts clairement exprimés : maintenir la paix entre les clans afin qu'aucun d'eux n'apparaisse survalorisé ou rabaissé ; édulcorer certains passages trop crus des récits pour les rendre lisibles par des écoliers ; lisser les éléments ardues ou incohérents de la tradition.

Pour finir, forts d'expériences préalables de restitution en ligne en Indonésie, nous leur avons proposé la création d'une chaîne YouTube, afin d'accéder à leur patrimoine musical et à certains résultats du projet. Les exemples postés sur cette chaîne, synchronisés avec le livre lui-même, favorisent la transmission grâce à la mise à disposition d'une bibliothèque audio-visuelle de leurs pratiques à enrichir.

De haut en bas :

Réunion publique 26 avril 2022, Vila-Maumeta, île d'Atauro (Timor-Est) © Dana Rappoport

Préparation du livre avec les assistants des trois groupes ethno-linguistiques, Vila-Maumeta, île d'Atauro (Timor-Est),

22 avril 2023 © Dominique Guillaud

Séance de validation avec les habitants et Dominique Guillaud (IRD) et Dana Rappoport (CNRS), Makadade, île d'Atauro (Timor-Est) © Romeo Silva



Remise du livre au Président Timorais, José Ramos Horta, lors de sa visite à Paris, 26 janvier 2024 © Carlos Semedo

Le participatif est-il à l'origine de nouvelles façons de faire de la recherche ?

À travers ce type de recherche participative, la définition de ce qui fait patrimoine et sa valorisation est construite en commun. Outre un décentrement des approches classiques en sciences humaines et sociales, cette perspective modifie le rôle des acteurs dans l'arène de la recherche. Les sociétés locales se retrouvent dans une position plus centrale par rapport aux choix et aux résultats. Un des objectifs vise à donner plus de responsabilités aux populations dans la documentation de leurs patrimoines. Les intermédiaires les plus impliqués dans cette recherche — les traducteurs et éditeurs des langues locales — souhaiteraient poursuivre cette ambition ; reste à vérifier qu'un tel élan se poursuivra dans la durée. Il est néanmoins déjà visible que, grâce à cette approche, le patrimoine ou ses enjeux peuvent se redéfinir localement. La dimension publique de l'approche a, notamment, relancé l'intérêt pour les savoirs ancestraux et la tradition orale, y compris au sein des évangélistes pentecôtistes.

Dans un autre registre, quelques acteurs locaux ont compris que certaines données, produites dans le cadre d'un ouvrage mettant en évidence leur culture et leur territoire, pouvaient être utilisées comme outils de négociation au moment où débute le développement de l'île, en particulier dans le domaine de l'éco-tourisme et de l'aquaculture. Ces données offrent une possibilité aux habitants d'avoir une visibilité face aux politiques publiques, voire ont permis à certains de nos collaborateurs de s'impliquer dans le jeu politique à l'échelle locale.

De leur côté, les pouvoirs publics ont reçu avec intérêt et surprise l'ouvrage collaboratif rédigé dans les langues locales. Le Président de la République de Timor-Est, José Ramos Horta, à qui nous avons remis un exemplaire du livre en janvier 2024 a salué l'ouvrage, qui pourrait servir de modèle pour l'ensemble des groupes du pays. Les ministères les plus concernés (Éducation, Culture) ont demandé et obtenu les droits de reproduction et d'amendement de l'ouvrage, placé sous une licence *Creative Commons* (CC-BY-NC) et envisagent ce livre comme un modèle pour les programmes scolaires du pays. Il reste évidemment à

espérer que les versatilités du champ politique à Timor-Est ne viendront pas oblitérer l'enthousiasme initial provoqué par la restitution de ces résultats.

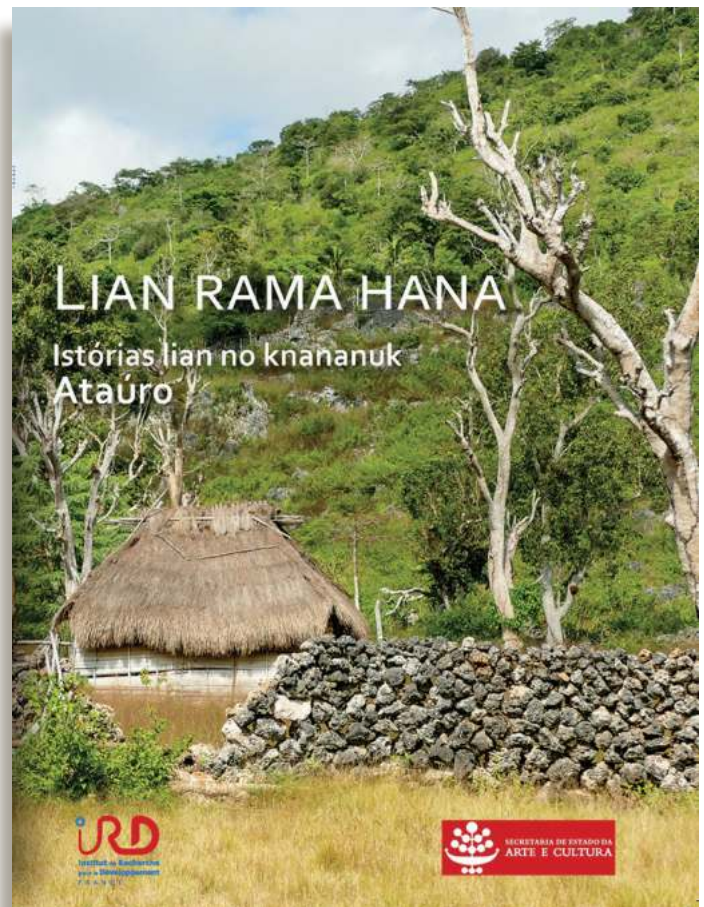
Aller plus loin

- ▶ Guillaud D., Rappoport D., Koli K., Comacose L., Sahé K. (Ed.) 2023, *Lian Rama hana Istória lian no knananuk Ataúro*. Hong Kong: IRD, Secretariat Estado Arte e cultura, 232 p.
- [traduction anglaise en préparation : *Voices of the Hunting Bows. Narratives and songs from Atauro island, East Timor*, Cambridge Scholar Publishing]
- ▶ Chaîne Youtube : [Atauro's heritage Timor-Leste](#)
- ▶ Pratinada
- ▶ Archives sonores du CNRS - Musée de l'Homme

Dana Rappoport, directrice de recherche CNRS, Centre Asie du Sud-Est, et Dominique Guillaud, directrice de recherche IRD, Patrimoines locaux, environnement et globalisation, co-responsables de l'ANR POPEI-Coll

contact&info

- ▶ Dana Rappoport, CASE
- dana.rappoport@cnrs.fr



La santé sous le regard des sciences humaines et sociales

CNRS Sciences humaines & sociales a fait de la santé une de ses priorités thématiques. Cette priorité s'inscrit dans une histoire longue de l'investissement des questions de santé par les sciences humaines et sociales. Ce sont en effet l'ensemble des disciplines qui ont investi cette thématique : sociologie, science politique, histoire, philosophie, géographie, économie, anthropologie, psychologie et psycho-linguistique, droit, littérature. D'où l'enjeu que CNRS Sciences humaines & sociales se saisisse de cette question car il en permet une approche transversale, tout à fait originale à l'échelle des organismes de recherche, notamment à travers ses nombreuses unités mixtes de recherche qui ont un de leurs axes — et donc plusieurs de leurs chercheuses et chercheurs — travaillant sur ces questions.

Les recherches en sciences humaines et sociales de la santé ne se confondent pas avec la santé publique, même si certaines d'entre elles contribuent à constituer des savoirs utiles aux politiques de santé publique. Nous avons ainsi souhaité dans ce dossier souligner dans quel paysage plus large s'inscrivent les recherches en santé, particulièrement en santé publique. Nous avons demandé à Mélanie Simony au nom de l'Institut pour la Recherche en Santé Publique (IReSP) de bien vouloir présenter son rôle dans l'écosystème de la recherche en santé publique. Les acteurs de la santé publique sont parfois moins visibles depuis les laboratoires de sciences humaines et sociales ou parmi les chercheurs et chercheuses relevant de ces disciplines ; c'est pourquoi il nous a semblé important de prendre le temps de présenter ce groupement d'intérêt scientifique qui permet de financer et d'accompagner des recherches dans différents domaines de la santé publique, dans lesquels les SHS ont toute leur place à prendre.

Cet investissement ancien sur différents enjeux de recherche en santé s'est doublé d'un intérêt inédit autour de thématiques rendues particulièrement saillantes par les crises récentes, qu'il s'agisse de l'épidémie de Covid-19 ou, plus largement, des crises environnementales voire géopolitiques de ces dernières années qui ont des impacts importants sur la santé. De nouvelles initiatives ont ainsi été impulsées par CNRS Sciences humaines & sociales notamment en interaction avec les dynamiques scientifiques

existantes sur le Campus Condorcet. Depuis 2020, l'institut, avec l'appui de financements spécifiques du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, développe la [plateforme SHS Santé](#) et pilote les projets de recherche parties prenantes du programme « Du monde d'avant au monde d'après (MAMA) », dont un des projets est présenté par Céline Vacchiani-Marcuzzo. Comme Alexis Spire le développe dans son article de présentation, la plateforme SHS santé a pour vocation de fédérer et structurer des recherches autour des enjeux de santé à l'échelle du Campus Condorcet. Cette plateforme accompagne aussi le développement et la valorisation des projets de recherche « Du monde d'avant au monde d'après » dont un exemple est développé dans ce dossier et dont les résultats sont progressivement mis en ligne sur le site de la plateforme.

Parmi les enjeux sanitaires émergents, CNRS Sciences humaines & sociales a particulièrement investi les questions liées à la santé environnementale. Cela a notamment été le cas à travers le [dispositif des SOSI](#) (Suivi Ouvert des Sociétés et de leurs Interactions) dont certains sont centrés sur la santé environnementale et la santé au travail. L'institut a en effet souhaité structurer une série d'initiatives cherchant à mettre en évidence, dans le cadre d'une approche s'inscrivant dans la longue durée, l'impact de certaines pollutions présentes dans l'environnement ou les situations de travail. L'exemple du SOSI développé autour du couloir de la chimie lyonnais, sous la responsabilité de Gwenola Le Naour, illustre bien cette volonté de documenter et de rendre visible des pollutions, notamment celles dus aux polluants dits éternels. Pour compléter ces réflexions sur la santé environnementale, il nous a semblé intéressant de mettre en avant un projet mené en philosophie des sciences autour de la question de l'exposome par Francesca Merlin et ses collègues. Alors que cette notion est de plus en plus mobilisée dans des espaces scientifiques et politiques de plus en plus larges, ce projet entend ouvrir des pistes et des perspectives pour voir dans quelle mesure cette notion peut permettre d'ouvrir de nouvelles voies de recherche en santé environnementale.

Emmanuel Henry, directeur adjoint scientifique, CNRS Sciences humaines & sociales

Trois questions à Robert Barouki et Mélanie Simony, sur l'Institut pour la Recherche en Santé Publique (IReSP)

L'Institut pour la Recherche en Santé Publique (IReSP) a été créé en 2007, et a su s'adapter après quinze ans d'existence en devenant un acteur incontournable pour le soutien de la recherche en santé publique. Aujourd'hui, les douze membres du groupement d'intérêt scientifique (GIS), dont le CNRS, continuent de faire vivre l'IReSP avec cette même volonté de soutenir la recherche permettant de renforcer les interventions et politiques visant à l'amélioration de l'état de santé et de bien-être de la population. Présentation par Robert Barouki et Mélanie Simony, respectivement directeur et directrice adjointe administrative de l'IReSP.

L'objectif général du GIS IReSP est de développer, structurer et promouvoir la recherche en santé publique. Pouvez-vous nous indiquer comment se déclinent ses missions ? Quelles sont les thématiques sur lesquelles le GIS intervient particulièrement ?

Les actions de l'Institut sont centrées sur la structuration de la recherche en santé publique, notamment via la gestion d'appel à projets (AAP). Mais notre action ne se limite pas aux AAP : en amont des appels à projets, nous travaillons, avec tous les acteurs concernés, à l'identification des besoins de la recherche ; en aval, au-delà d'un suivi des projets, nous œuvrons à la diffusion des résultats des recherches au sein de toute la communauté de la recherche et de l'action en santé publique, auprès des décideurs et de la société.



Ces missions sont réalisées en promouvant l'interdisciplinarité, la recherche interventionnelle en santé des populations, la recherche participative et la science ouverte.

Sur le plan thématique, l'IReSP accompagne actuellement les programmes de soutien de recherches suivants :

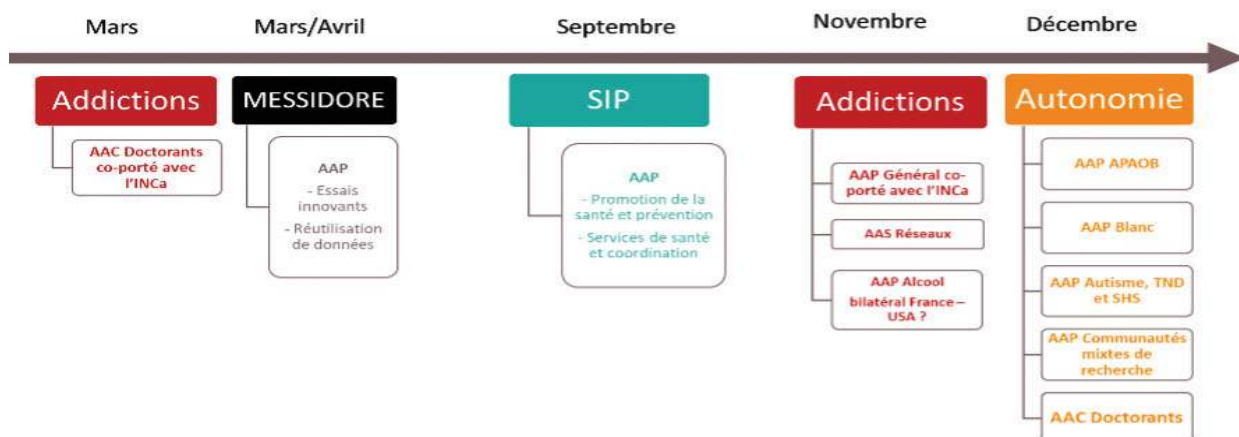
- ▶ **Addictions** : Consommations de substances psychoactives licites et illicites et comportements avec pouvoir addictifs
- ▶ **Autonomie** : Personnes âgées, personnes en situation de handicap à tous les âges de la vie, proches et professionnels
- ▶ **MESSIDORE** : Méthodologie des ESSais cliniques Innovants, Dispositifs, Outils et Recherches Exploitant les données de santé et biobanques

- ▶ **Services, interventions et politiques favorables à la santé (SIP)** : prévention et promotion de la santé, des services de santé
- ▶ **Antiepileptiques** : Effets de l'exposition précoce aux médicaments antiepileptiques et leurs conséquences sanitaires sur la descendance (reprogrammation d'un appel à projets après 2024).

Le GIS IReSP contribue au financement de la recherche en santé publique au travers de différents dispositifs de financement. Pouvez-vous les décrire ? Pouvez-vous préciser quels sont les dispositifs qui sont à destination des chercheurs et chercheuses en SHS ? Qui peut y postuler ? Avez-vous des exemples précis de projets financés en SHS ou impliquant des SHS à nous présenter ?

Le GIS diversifie ses modalités de financements. Il soutient, d'une part des projets de recherche (24 à 48 mois) ou des projets pilotes (12 à 18 mois), ainsi que des allocations doctorales. Il propose, d'autre part, des dispositifs de financements plus originaux pour structurer la recherche, comme le financement des communautés mixtes de recherche sur le champ « Autonomie » et de structuration de réseaux de recherche sur les addictions. Alexandra Soulier, chargée de recherche CNRS à l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques (IHPST, UMR8590, CNRS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), a notamment réalisé un bilan sur cette modalité de financement des réseaux de recherche dans la cadre de la collaboration du CNRS au sein du GIS IReSP.

Notre logique interdisciplinaire fait que tous les appels à projets de recherche et actions de diffusion des connaissances sont généralement ouverts à toutes les disciplines de la santé publique, dont bien sûr toutes les sciences humaines et sociales, si possible (mais pas seulement) dans une logique pluri- ou interdisciplinaire. Les SHS font donc partie des disciplines dans le champ de tous nos dispositifs de financement.



Les dispositifs de financement annuels

Quelques projets en sciences humaines et sociales

- ▶ Interactions soignants – patients et reconfigurations des inégalités sociales de santé, projet coordonné par Anne Mayere, chercheuse associée au Centre d'étude et de recherche Travail Organisation Pouvoir (Certop, UMR5044, CNRS / Université Toulouse - Jean Jaurès / Université Toulouse III - Paul Sabatier), Institut fédératif d'études et de recherches interdisciplinaires santé société (IFERISS, Université Toulouse III - Paul Sabatier).
- ▶ Décisions d'adolescents : accompagner des collégiens en situation de vulnérabilité dans leurs alternatives en santé pour prévenir l'entrée dans la consommation de substances psychoactives, projet coordonné par Frank Pizon, maître de conférences, membre de l'Institut Pascal (IP, UMR6602, CNRS / Université Clermont Auvergne).
- ▶ Politiques d'appui à la coordination pour l'accompagnement des personnes en situation complexe : dynamiques et enjeux locaux dans quatre secteurs d'intervention publique, projet coordonné par Alis Sopadzhyan, maîtresse de conférences, membre du laboratoire ARÈNES (UMR6051, CNRS / EHESP / Sciences Po Rennes / Université de Rennes).

Quelles sont les actions mises en place par le GIS pour animer et structurer les communautés de recherche ? Que met-il en œuvre pour aller toucher d'autres publics ?

L'IReSP a une dynamique de valorisation des recherches financées : nous organisons une dizaine d'événements par an. Ils visent à favoriser les échanges entre chercheurs/chercheuses, acteurs et actrices de terrain, personnes concernées et décideurs publics, avec des formats variés : cela va de webinaires de trente minutes à l'organisation d'événements scientifiques sur une journée (le dernier « Grand Rendez-vous » a concerné la recherche interventionnelle en santé publique), ou encore de la publication d'une revue brève gratuite, les « Questions de santé publique ».

En voici le détail :

- ▶ Les **cafés de l'IReSP** sont des micro-webinaires de trente minutes, dans lesquels un chercheur présente les principaux résultats de sa recherche. Réalisé sur le temps de la pause méridienne, ce format synthétique vise à attirer des publics d'horizons différents : chercheurs, professionnels, et plus largement toutes les personnes concernées par le sujet de la recherche.
- ▶ Les Rendez-vous de l'IReSP sont des séminaires d'une demi-journée à une journée mettant en avant une thématique spécifique.

Vous pouvez [retrouver tous nos événements et revoir les replays](#) sur le site de l'IReSP.

Les douze membres du GIS IReSP sont : l'Assurance Maladie, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, le CNRS, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), l'Institut national du cancer, l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Institut national d'études démographiques (Ined), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et le Conduites Addictives (MILD & CA) et Santé publique France.

- ▶ La revue *Questions de santé publique*, créée en 2008, est un bulletin à large diffusion dont l'objectif éditorial est de porter à la connaissance d'un large public (enseignants, étudiants, journalistes, décideurs, milieux de la recherche, associations, public concerné) les informations les plus récentes concernant des questions importantes de santé publique.

Suivez toutes nos actualités en vous inscrivant à la [lettre d'information mensuelle de l'IReSP](#).

Retrouvez l'IReSP sur [LinkedIn](#).

contact&info

- ▶ Robert Barouki,
robert.barouki@inserm.fr
- Melanie Simony,
melanie.simony@inserm.fr
- IReSP
- ▶ Pour en savoir plus
<https://iresp.net>

Présentation et perspectives de la plateforme SHS Santé

Directeur de recherche CNRS à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux Sciences sociales, Politique, Santé (IRIS, UMR8156, CNRS / EHESS / Inserm / Université Sorbonne Paris Nord), Alexis Spire mène des recherches sur les transformations de l'État et sur la sociologie des inégalités. Il s'intéresse notamment au rapport que les populations gouvernées entretiennent à l'égard de l'État et de ses représentants, en étudiant les différences de pratiques et de représentations entre salariés du public et du privé en Europe. Depuis 2023, il coordonne la plateforme SHS Santé.



People in dressing gowns crossing their arms to join hands with each other; a public service message about the need to know about AIDS by the National Association of Social Workers. Colour lithograph. Source : Wellcome Collection. Licence : CC BY-NC 4.0.

Créée à l'automne 2020 par le CNRS pour répondre aux défis soulevés par l'épidémie de Covid-19, la plateforme SHS Santé a vocation à impulser des collaborations entre plusieurs équipes de recherche travaillant dans le domaine de la santé. Toutes ses actions sont débattues et décidées par un comité de pilotage qui rassemble les représentants de plusieurs institutions d'enseignement et de recherche, pour les unes installées sur le campus Condorcet — l'Institut national d'études démographiques (Ined), l'École pratique des hautes études (EPHE), l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'université Sorbonne Paris Nord, l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, l'université Paris 3 Sorbonne nouvelle, l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et l'université Paris Nanterre —, pour les autres situées à l'extérieur du Campus — l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) mais souhaitant s'inscrire dans cette dynamique. Après deux années de fonctionnement grâce à un budget dédié du ministère de la recherche, le CNRS a pris l'initiative de prolonger cette plateforme afin qu'elle poursuive son rôle de structuration inaugurée durant ses deux premières années de fonctionnement.

L'ambition de la plateforme est de donner une visibilité aux recherches sur la santé dans le domaine des sciences humaines et sociales sur le Campus Condorcet et au-delà et de permettre des

collaborations avec d'autres disciplines, notamment la biologie, la médecine ou la santé publique. Les actions de la plateforme s'organisent autour de trois principaux axes :

- ▶ analyse de la décision publique et de ses acteurs, à différentes échelles du territoire national et au niveau international, en particulier au regard des inégalités de santé ;
- ▶ engagement des patients et du public dans l'organisation des services, l'élaboration des politiques publiques et la recherche ;
- ▶ effets des mutations structurelles, notamment environnementales, climatiques, démographiques, sur la santé humaine (pathologies chroniques et infectieuses, pandémies récurrentes) et les modes de vies (production, consommation, mobilités, loisirs, etc.).

Dans ce dernier axe, sous la responsabilité de Marie Gaille puis d'Emmanuel Henry, la plateforme SHS Santé a déjà organisé plusieurs colloques : sur « [Les effets de la pandémie de Covid-19 – Documenter, décrire, analyser](#) », les 29 et 30 juin 2021 au Campus Condorcet ; sur les « [Risques, crises et sciences humaines et sociales : vers des observatoires inclusifs santé-environnement-travail](#) », du 24 au 26 octobre 2022 au Campus Condorcet ; sur « [Santé environnement travail : des données à la preuve](#) » ([journée 1](#), [journée 2](#)), les 12 et 13 juin 2023 à Lyon.

Les ateliers de la Plateforme

Depuis le début de l'année 2024, toujours à l'échelle du Campus Condorcet, la plateforme SHS Santé organise une série d'ateliers de recherche ayant vocation à favoriser les échanges et les collaborations entre des équipes de diverses disciplines et institutions académiques, travaillant sur des thématiques communes. Il est demandé aux membres des équipes participantes de présenter les points suivants : la méthodologie de leur recherche, son originalité, les principaux thèmes, les éventuels résultats, les liens avec les autres disciplines des sciences humaines et sociales et avec les autres travaux sur la santé. Chaque séance est précédée d'un moment convivial autour d'une collation, ce qui permet aux différentes équipes présentes de mieux se connaître et d'avoir un premier échange informel sur leurs activités respectives.

Le 5 février 2024, la première séance était consacrée aux travaux ayant pour terrain d'enquête le département de la Seine-Saint-Denis. Pascale Molinier, psychologue de l'université Sorbonne Paris Nord (USPN), et son équipe ont présenté un dispositif d'intervention et de recherche intitulé « La trame » qui a pour but d'accueillir « inconditionnellement » les personnes en souffrance. Anne Gosselin, chercheuse à l'Ined, a ensuite présenté une recherche communautaire réalisée avec deux associations d'aide aux personnes atteintes du VIH d'origine sub-sahariennes, avec une réflexion originale sur l'*empowerment* en santé, c'est-à-dire sur la capacité d'une personne à prendre le contrôle de tous les éléments qui touchent à sa propre santé. Audrey Mariette et Laure Pitti, enseignantes-chercheuses à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, ont ensuite présenté leur enquête sur la chaîne du soin à l'échelle d'une commune populaire de Seine-Saint Denis. Enfin, Giovanni Prete et Inès Labainville (USPN) ont présenté leur projet collaboratif sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes, les expériences du vieillissement et le travail de care à Aubervilliers. L'intérêt de cette séance a été d'aborder des questions rarement évoquées dans les séminaires académiques traditionnels, notamment sur l'opportunité et la façon de rémunérer les participants aux projets collaboratifs, sur les asymétries de pouvoir entre les équipes de recherche et les équipes associatives, et sur l'hétérogénéité des modes d'organisation du travail et de rapport au temps des chercheurs, chercheuses et des bénévoles. La séance s'est achevée par une discussion sur les différentes échelles d'analyse. Les équipes ont insisté sur l'intérêt d'analyser les enjeux sociaux au niveau territorial de la commune, voire au niveau infra-communal, tout en tenant compte des effets liés à la conjoncture politique plus large et aux transformations sociales qui touchent le système de santé.

Le 4 mars 2024, la deuxième séance était consacrée aux rapports entre l'organisation du travail et la santé. Malo Mofakhami, enseignant-chercheur à l'USPN, a présenté les concepts et les méthodes qu'il utilise pour une analyse socio-économique croisée des enjeux liés au travail et aux logiques de santé. Il a défendu l'intérêt d'une approche multidimensionnelle qui tient compte de l'environnement du travail, des ressources qu'il exige et qu'il procure, et des différentes formes d'intensification du travail. Il a également souligné l'intérêt de réfléchir à l'articulation entre la qualité au travail et la notion d'exposome (c'est-à-dire l'ensemble des expositions d'un individu à des facteurs sociaux et biologiques pouvant affecter sa santé). Dans l'agriculture par exemple, l'usage de pesticides est un moyen de limiter la pénibilité physique de certaines tâches mais accroît parallèlement les risques pour la santé de celles et ceux qui y ont recours. Serge Volkoff, ergonomiste au Cnam, a ensuite présenté les évolutions individuelles des conditions de travail

et de santé à partir des données recueillies par l'observatoire Evrest, un dispositif de veille et de recherche ayant rendu possible le suivi longitudinal de 8 000 personnes entre 2010 et 2017. On peut ainsi mesurer les évolutions substantielles des conditions de pénibilité au travail durant cette période. Enfin, Maëzig Bigi, sociologue au Cnam, a présenté une analyse des pratiques de prévention des employeurs dans le domaine des risques psychosociaux. À partir des enquêtes « Conditions de travail », elle a pu montrer, à partir d'une analyse des correspondances, une opposition entre les dispositifs de prévention individuel et collectif. La discussion a porté sur la nécessité d'appréhender la santé à la fois comme facteur de qualité du travail, mais aussi comme un effet de la qualité du travail. Il a également été souligné l'intérêt d'utiliser des méthodes quantitatives qui puissent créer des passerelles entre des analyses individuelles et collectives. À l'individualisation des conditions de travail correspond désormais l'individualisation des questions de santé.

Ces ateliers se poursuivent jusqu'à la fin de l'année universitaire et les activités sur 2024-2025 sont en cours de finalisation afin de structurer durablement ces dynamiques autour des enjeux de santé.

La quantification des inégalités sociales de santé

La plateforme SHS santé s'est enfin engagée, en partenariat avec le projet Gendhi, dans l'organisation d'un colloque international consacré à la **quantification des inégalités sociales de santé**, qui aura lieu les 4 et 5 juillet 2024 sur le Campus Condorcet.

L'objectif de ce colloque est de réfléchir aux différentes façons de mesurer les inégalités de santé par le biais d'enquêtes statistiques et aux enjeux théoriques qui les sous-tendent, qu'il s'agisse des inégalités socio-économiques, géographiques, de genre ou ethnoraciales. L'enjeu est de rendre visibles les processus sociaux qui contribuent à ce que ces inégalités, inscrites dans les structures sociales, se traduisent voire s'amplifient dans les différentes étapes des parcours de santé : l'exposition aux atteintes à la santé, l'accès aux soins et la prise en charge par le système de soins.

Afin de faciliter la diffusion d'information autour de ces projets, un [site internet Plateforme SHS Santé](#) est maintenant en ligne. Il rassemble les informations sur la plateforme et sur les projets de recherche « Du Monde d'Avant au Monde d'Après ».



contact & info
▶ Alexis Spire, IRIS
alexis.spire@gmail.com
▶ Pour en savoir plus
<https://santeshs.hypotheses.org>

Une enquête multidimensionnelle des ajustements, des dynamiques et des réorganisations provoqués par la pandémie de Covid19

Le programme « Du Monde d'Avant au Monde d'Après » (MAMA)

Grâce à une dotation exceptionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, CNRS Sciences humaines & sociales a impulsé et coordonne un projet de recherche pluridisciplinaire, « Du Monde d'Avant au Monde d'Après » (MAMA), centré sur les réorganisations générées par la pandémie de Covid-19. L'objectif de ce programme est de développer des enquêtes articulant les points d'observation entre l'individuel et le collectif, entre le court et le long terme. Ce projet est ainsi l'occasion pour les sciences humaines et sociales de se rassembler pour proposer une description multidimensionnelle de la crise du covid et de ses conséquences sur la population.

Comme l'ont montré les travaux sur les épidémies passées, les changements qu'elles induisent, ou pas, dans les modes de vie, les politiques sanitaires, l'organisation économique, les pratiques culturelles, s'inscrivent dans deux temporalités au moins. La première est celle de l'urgence, qui a notamment conduit, dans le cas du covid, à des mesures de confinement, à la mise en place de l'état d'urgence sanitaire dans de nombreux pays. La seconde est celle du temps long, certes marqué par la possibilité d'une multiplicité de vagues, mais dénué du caractère d'urgence qui caractérise la première temporalité, temps long qui seul permet de mesurer les conséquences à long terme de la crise. Dans le cadre de l'entrée dans ce second temps de la crise, une vaste enquête documentant les ajustements à la crise des individus, des familles, des groupes sociaux, des institutions et des acteurs privés a donc toute sa place. Elle permet d'identifier et d'analyser les dynamiques sociales, démographiques, politiques, économiques et culturelles qui se produisent suite à l'épidémie, d'étudier leur rythme, leurs contenus, les tensions et les conflits qu'elles sont susceptibles de générer. Elle recueillera les matériaux pour confirmer ou nuancer l'affirmation selon laquelle l'épidémie de Covid19, porteuse de transformations systémiques qui impliquent la société, la santé et l'environnement, est un « fait social total »¹.

Huit équipes de recherche issues de différents laboratoires travaillent depuis trois ans sur différents aspects de la crise épidémique et ses conséquences :

- ▶ les transformations des modes de cohabitation dans l'espace, au Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS, UMR7533, CNRS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Paris Cité / Université Paris Nanterre / Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis) ;
- ▶ les effets du confinement sur les pratiques culturelles et numériques des ménages, au laboratoire Géographie-Cités (UMR8504, CNRS / EHESS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Paris Cité) et au Centre de recherche sur les inégalités sociales (CRIS, UMR7049, CNRS / Sciences Po Paris) ;
- ▶ les répercussions du Covid sur les inégalités scolaires du primaire au secondaire, au Laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant (LaPsyDÉ, UMR8240, CNRS / Université Paris Cité) ;
- ▶ l'histoire du masque comme dispositif socio-technique entre épidémie, science et société, au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS, UMR8058, CNRS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) ;
- ▶ une histoire sociale des pratiques sportives et de leur ancrage populaire, également au CHS ;
- ▶ une étude des mobilités et territoires au prisme de la pandémie Covid-19, au laboratoire Géographie-Cités (certains résultats de cette étude sont présentés dans cette lettre) ;
- ▶ une étude sur la fiabilité des connaissances et des informations, au laboratoire République des savoirs (UAR3608, CNRS / Collège de France / ENS-PSL) ;
- ▶ une analyse de l'évolution du rapport au risque, notamment pour les personnes vivant au contact des risques industriels et nucléaires, à l'IRIS.

De 2022 à 2024, un séminaire mensuel a permis de faire dialoguer les équipes entre elles et d'échanger collectivement sur les enjeux transversaux de ce programme pluridisciplinaire. En plus d'une valorisation scientifique des résultats de leur recherche, chaque programme mettra en ligne une

Un colloque de restitution final sera organisé les 18-19 novembre 2024 au centre de colloque du Campus Condorcet. Le programme définitif sera communiqué au printemps.

contact&info

- ▶ Emmanuel Henry, CNRS Sciences humaines & sociales
- ▶ Pour en savoir plus <https://santeshs.hypotheses.org/programme-mama>

1. Voir à ce sujet : Gaille M., Terral P. (dir.) 2021, *Pandémie. Un fait social total*, CNRS Éditions.

Les dimensions spatiales de la pandémie

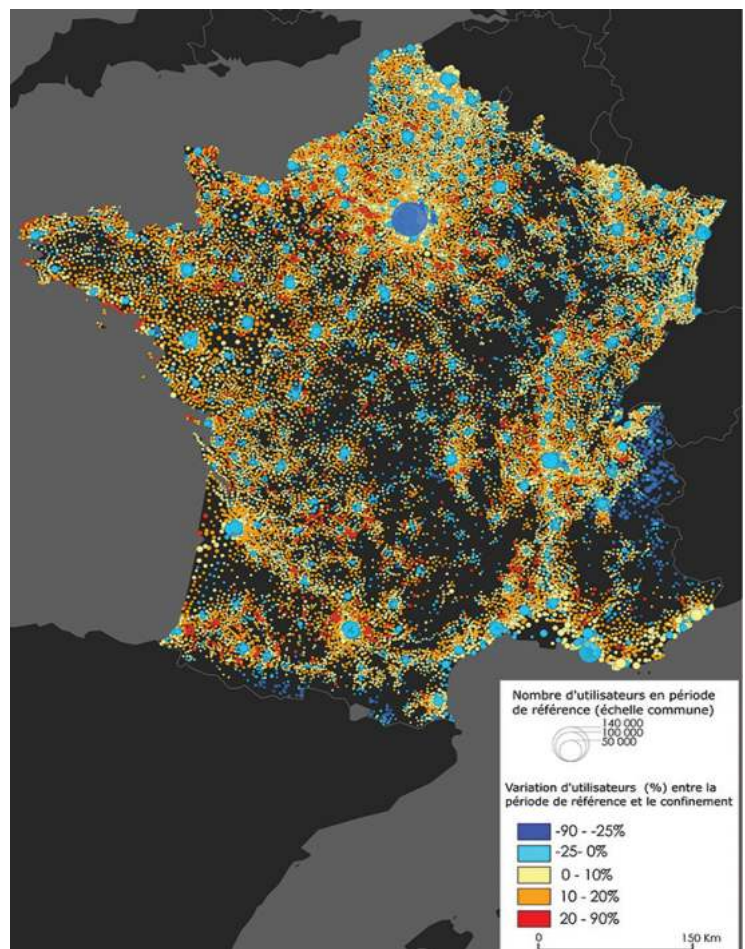
Maîtresse de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardenne et membre du laboratoire *Géographie-cités* (UMR8504, CNRS / EHESS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / Université Paris Cité), Céline Vacchiani-Marcuzzo mène des recherches sur le fonctionnement des villes en système, sur leur croissance démographique et économique et sur leur insertion dans des réseaux à différentes échelles. Elle coordonne le projet « Mobilités et territoires au prisme de la pandémie de Covid-19 » au sein du programme MAMA.

Dans le cadre du programme MAMA, une équipe du laboratoire *Géographie-cités*¹, structurée autour de trois projets², a analysé les dimensions spatiales du phénomène pandémique, en étudiant les mobilités des populations à plus ou moins longue distance, dans différentes temporalités (avant, pendant et après les périodes de confinement) et dans une dimension comparative et internationale. Plusieurs contextes territoriaux et urbains ont été appréhendés en France, aux États-Unis, en Inde, au Liban et en Afrique du Sud afin d'évaluer les modalités de gestion politique de la crise. Les recherches ont permis à la fois de mesurer et d'évaluer les représentations et comportements des populations suite à l'émergence de l'épidémie, par leurs mobilités, tant dans les villes elles-mêmes qu'entre elles, ou qu'entre ces dernières et les espaces ruraux. Les déplacements quotidiens des populations, leurs capacités et modalités d'adaptation à la crise et la réorganisation socio-spatiale des territoires que ces mobilités reflètent et alimentent ont été au centre des analyses. Des travaux ont également traité de l'évolution des politiques publiques de régulation de la mobilité urbaine dans différentes villes françaises (grandes villes et villes moyennes) enrichies d'une étude de cas hors France (Los Angeles) observée sous le prisme d'une mise à l'agenda des mobilités actives. Ces travaux sur les politiques publiques ont permis de caractériser les inflexions (relatives) et l'amplification de tendances préexistantes à l'épisode pandémique. Ce projet a également abordé les mobilités associées à l'approvisionnement, alimentaire en particulier, que la pandémie a contribué à réorganiser.

L'équipe a mobilisé un grand nombre de données issues d'enquêtes publiques ou des recensements sur les déplacements ainsi que des données inédites comme celles de la plateforme *Meta Data for Good* qui enregistre les localisations des populations toutes les huit heures ; ces données rendent possible la mesure de la présence de ces utilisateurs dans un espace donné ainsi que de leurs déplacements à différentes échelles territoriales. Des entretiens auprès des populations, des acteurs de l'action publique et des gestionnaires des transports ainsi que des acteurs de l'approvisionnement ont également été effectués. L'observation fine des changements dans les mobilités induits (ou accélérés) par la pandémie a permis de révéler de nouvelles structures territoriales associées aux évolutions des pratiques pendant ou après la pandémie en fonction de critères de limitations différents tels que les modifications des trajets domicile-travail, la fermeture des universités, la limitation des activités de loisirs, le changement de résidence ou encore la mise en place du télétravail. Cette recherche rejoint ainsi d'autres travaux dans leur remise en cause de la réalité d'un exode urbain à long terme. Elle montre que la diminution de la population dans les centres urbains durant les confinements est due certes à des départs depuis ces centres,

mais aussi à la réduction, voire à l'arrêt des mobilités des espaces périphériques vers les centres urbains (cf. carte)³.

Par ailleurs, à l'échelle des aires métropolitaines, en décryptant les évolutions des trajectoires quotidiennes des populations, la recherche révèle que les nouvelles pratiques de mobilité et d'approvisionnement, ainsi que l'adaptation tactique et stratégique des politiques urbaines et d'aménagement conduisent à des réorganisations socio-spatiales des territoires du quotidien, qui accentuent notamment les inégalités. Elle souligne aussi que le développement des mobilités actives, en particulier le vélo, a été particulièrement accéléré dans certaines villes étudiées comme à Paris ou à Los Angeles.



Variation du nombre moyen d'utilisateurs Facebook entre les périodes de référence (6 -10 mars) et de confinement (18-25 mars). Cattan et al., 2023, *Métropolitiques*

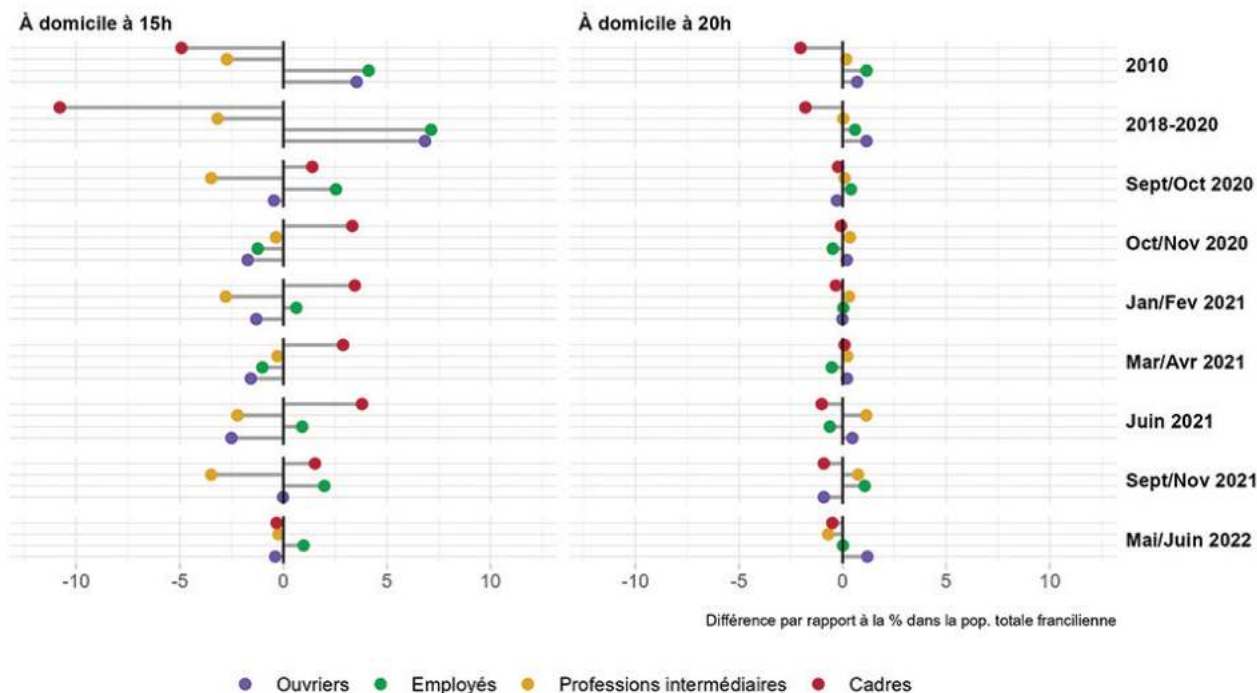
1. Les membres de *Géographie-cités* impliqués dans le programme sont Sabine Barles, Sophie Baudet-Michel, Joséphin Béraud, Nadine Cattan, Ludovic Chalonge, Jean Debrie, Eric Denis, Aurélie Douet, Juliette Maulat, Céline Vacchiani-Marcuzzo et Julie Vallée.

2. Les travaux se sont structurés autour de l'analyse des mobilités et déplacements, de la question des politiques publiques de mobilité urbaine et de l'alimentation et l'approvisionnement.

3. Cattan N., Telle O., Vacchiani-Marcuzzo C., Béraud J., Chalonge L. 2023, *Le mythe de l'exode urbain parisien : quelles mobilités en temps de crise sanitaire ?*, *Métropolitiques*.

Sur/sous représentation de la population présente à domicile, selon leur catégorie socio-professionnelle

Population active d'Île-de-France



Douet et Vallée, 2023, projet Mobiliscope/MAMA
 Source: EGT2010, EGT2018-20, Enquêtes Mobilité Covid (Île-de-France Mobilités)

Un autre volet de l'étude relatif à la question de la gouvernance de la crise sanitaire souligne la nécessaire prise en compte simultanée, par les acteurs du transport et des pouvoirs publics, de la gestion des mobilités et des contraintes d'approvisionnement dans la perspective d'une adaptation tactique et stratégique des politiques territoriales et urbaines.

À l'échelle de l'Île-de-France, un autre pan de la recherche concerne la présence à domicile au cours des 24 heures de la journée avant, pendant et après les confinements liés au Covid. Cette étude, (réalisée à partir des enquêtes successives réalisées par Île-de-France-Mobilités et de la méthodologie développée dans le cadre du *Mobiliscope*) met en lumière les sur-ou sous-représentations de certains groupes de population à domicile, selon les heures et selon les périodes. Comme l'illustre la figure ci-dessus, on observe à 15h pour les périodes 2010 et 2018-2020 une forte sous-représentation des cadres (en rouge) et une surreprésentation des ouvriers (en bleu) à domicile par rapport à leur distribution dans la population générale francilienne. Cette tendance s'inverse pendant la pandémie du Covid, avec des cadres surreprésentés à domicile et des ouvriers sous-représentés.

Les mêmes déséquilibres s'observent également à 20h, mais avec des écarts moins marqués. Ces analyses ont aussi été déclinées par genre, par groupes d'âge et par type de quartiers de résidence.

À plus long terme, s'il est prématuré de tirer des conclusions sur le devenir des territoires et des villes, dans un contexte de crises plurielles — climatique, énergétique, technologique, sanitaire — la pérennité des régimes de mobilités doit être interrogée et de nouvelles recherches utilisant les méthodes déployées dans cette étude contribueraient à déceler de potentielles bifurcations à venir.

contact&info
 ► Céline Vacchiani-Marcuzzo,
 Géographie-Cités
 vacchiani@parisgeo.cnrs.fr

Pollutions éternelles au Sud de Lyon : mobilisations, enjeux de mesure et perspectives

Gwenola Le Naour est maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Lyon. Elle s'intéresse aux politiques publiques et aux mobilisations collectives à partir de deux domaines de l'action publique : les politiques de gestion des risques liés à la santé, notamment les mesures destinées à des populations dites précaires ou marginales ; les politiques de gestion des risques industriels, avec un intérêt marqué pour les contestations (ou leur absence) des riverains des lieux d'implantation. Valentin Thomas est post-doctorant à Sciences Po Lyon. Ses recherches actuelles articulent sociologie des mobilisations et sociologie de l'expertise et de l'action publique sur les problèmes de pollutions et de maladies environnementales provoquées par les activités industrielles pétrochimiques. Tous deux sont membres du laboratoire *Triangle* (UMR5206, CNRS / Sciences Po Lyon / ENS de Lyon / Université Lumière Lyon 2) et coordonnent le SOSI (Suivi Ouvert des Sociétés et de leurs Interactions) Observatoire des maladies environnementales et professionnelles dans la vallée de la chimie lyonnaise.



Rassemblement du collectif Notre Affaire À Tous (NAAT) et des victimes devant le tribunal de Lyon, 7 décembre 2023 © Kyriane Petit

Le 10 mai 2022, une réunion publique est organisée à la Maison de l'Environnement de Lyon. Dans une salle pleine, l'équipe de la série documentaire *Vert de Rage* présente les résultats de son enquête sur une pollution à des contaminants toxiques dits « éternels » dans le sud lyonnais. L'une après l'autre, les données sont révélées. L'objectif ? Faire la preuve d'une contamination massive des eaux du Rhône, des sols, de l'air et du lait maternel des habitantes aux substances poly- et perfluoroalkylées, ou PFAS, un groupe de plusieurs milliers de substances issues de l'activité pétrochimique associées pour certaines à diverses pathologies, dont des maladies chroniques comme le cancer¹.

Longtemps inconnues du grand public, les PFAS provoquent depuis la fin des années 2010 des mobilisations, une couverture médiatique, des réactions politiques, et des procès judiciaires d'envergure en Europe², où la quasi-totalité de la population testée est contaminée. Dans le sud lyonnais comme ailleurs, la question des données scientifiques sur ces polluants devient alors un enjeu de tension centrale, et le point de départ de notre enquête. Cette dernière combine des entretiens avec les acteurs locaux, l'exploitation d'archives publiques et privées, l'observation des multiples réunions et interventions publiques, et des collaborations interdisciplinaires visant à produire de nouveaux savoirs sur l'ampleur et les effets de ces pollutions industrielles.

1. Zahm S., Bonde J P & al. 2023, « Carcinogenicity of perfluorooctanoic acid and perfluorooctanesulfonic acid », *The Lancet Oncology*, 0-0.
2. Voir le [site internet](#) du forever pollution project.



Atelier du 2 décembre 2023 organisé par l'alliance écologique et solidaire Rhône

Une enquête sur les relations entre savoirs, non-savoirs, et action publique

Le territoire, marqué par des années d'inactivisme³, devient au printemps 2022 le théâtre d'une mobilisation multiforme. Cette dernière réunit des militants aux traditions politiques et aux répertoires d'action hétérogènes, tantôt en convergence, tantôt en friction. Dans le champ électoral et associatif, les stratégies divergent. Elles font cohabiter des mobilisations par le droit *via* le dépôt de référés environnementaux ou de plainte contre X, à des actions plus directes visant les usines pointées comme les sources des pollutions, en passant par l'organisation de réunions d'information publiques dont l'affluence atteint parfois plusieurs centaines de personnes.

En toile de fond de ces événements, ainsi que dans les entretiens avec les personnes mobilisées, plane la question de ce que l'on sait des pollutions aux PFAS : quelle est leur ampleur, comment s'en prémunir ? Ces substances génèrent soudainement une inflation d'expertises et de contre-expertises dans la région, alors qu'elles faisaient jusqu'ici l'objet d'une attention presque inexistante.

Interpellés, les services de l'État, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'Agence régionale de santé (ARS) en tête, placés sous la responsabilité de la préfecture du Rhône, produisent ainsi une série de données et d'informations, mises à disposition sur leurs sites internet respectifs. Comme un rappel du caractère global

de ces dynamiques locales, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'Organisation mondiale de la santé située à Lyon, classe deux PFAS en novembre 2023 : le perfluorooctanoïque (PFOA) devient cancérigène avéré pour l'homme (Groupe 1) et l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) « possiblement cancérigène pour l'homme » (Groupe 2B).

La fabrique de ces savoirs ne va pas sans contradiction. L'ARS affirme ainsi dans un premier temps que les risques sont maîtrisés et que l'eau est parfaitement potable, puis se montre beaucoup plus prudente quelques mois plus tard en indiquant des niveaux de concentration trop élevés dans certains puits privés et dans l'eau distribuée dans plusieurs communes. Ces limites poussent des acteurs non gouvernementaux à générer leurs propres savoirs. Des associations comme Ozon l'eau saine ou Générations futures se lancent dans des études sur la contamination des sols ou des eaux de surface. D'autres entités proposent pour leur part d'analyser l'organisme des habitants eux-mêmes, ainsi que leur état de santé, en combinant plusieurs approches scientifiques.

Une enquête interdisciplinaire

Notre équipe, composée de chercheurs et chercheuses en sciences sociales des laboratoires Triangle et *Environnement, ville et société* (EVS, UMR5600, CNRS / ENTPE / ENS de Lyon / ENSA Lyon / Université Lumière Lyon 2, Université Jean Monnet Saint-Étienne / Université Jean Moulin Lyon 3), s'est ainsi associée aux épidémiologistes et aux toxicologues de l'Institut écocitoyen pour l'étude des pollutions, un institut de recherche indépendant dont les travaux sont reconnus dans le champ scientifique, afin de produire une étude dite de « bio imprégnation » sur les populations du sud lyonnais.

La méthodologie de cette étude, intitulée « PERLE », est innovante. D'une part, elle combine des prélèvements sanguins, des questionnaires de santé déclarée et des entretiens biographiques longs. Cela permet d'interroger finement la manière dont se construisent les inégalités sociales de santé dans un monde durablement et globalement pollué. D'autre part, le protocole intègre un volet « participatif » : il associe des habitants volontaires à la création du questionnaire de santé, afin que des questions spécifiques aux circonstances locales puissent être ajoutées aux questions des enquêtes conventionnelles en santé publique. L'interprétation des résultats est également prévue en collaboration avec ces habitants, dans un souci de dialogue entre science et société, et afin que ces savoirs soient appropriés de manière critique.

Ce volet participatif nous renseigne aussi sur les tensions que génère la production de données dans ces contextes de pollution. Les ateliers de préparation de l'étude PERLE ont notamment été l'occasion pour les habitants d'exprimer leurs doutes quant à la priorité donnée par les autorités publiques à de nouvelles recherches plutôt qu'à des mesures de précaution plus immédiates. Le temps de la science semble se heurter ici frontalement à celui de la crise environnementale.

Certes, la médiatisation et les mobilisations sur la question des PFAS ont amené à certaines évolutions réglementaires. Citons par exemple la mise en place d'un arrêté (20 juin 2023) rendant

3. Le Naour G. 2017, « Aux marges de la ville bourgeoise, la périphérie tout contre l'usine. Mobilisations collectives éphémères et ambivalences de l'action publique », Mémoire original, Habilitation à diriger des recherches en science politique, Université de Strasbourg. Voir aussi Le Naour G., Bécot R. (dir.) 2023, *Vivre et lutter dans un monde toxique. Violence environnementale et santé à l'âge du pétrole*, Le Seuil.



Stade du Brotillon et atelier Bleu ciel de l'usine de Pierre-Bénite, 11 avril 2024 © Gwenola Le Naour

obligatoire l'analyse de certains PFAS dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Mais nombre d'habitants voient dans cette volonté de produire davantage d'expertise avant d'agir une stratégie d'inaction publique plus ou moins délibérée. Plus largement, certains militants rencontrés pendant notre enquête émettent ainsi d'importantes réserves en comparant les PFAS à l'amiante. Ils indiquent que des données sont déjà disponibles en très grand nombre et auraient dû conduire à une interdiction de la plupart de ces substances toxiques.

Vers un Observatoire des maladies environnementales et professionnelles dans la vallée de la chimie lyonnaise

Les PFAS constituent pour nous un cas d'étude. Les analyses de sciences sociales et les expériences interdisciplinaires que le problème de ces pollutions éternelles permet de produire sont une première étape vers la création d'un Observatoire plus large des maladies environnementales et professionnelles dans la vallée de la chimie lyonnaise. Cet observatoire vise non seulement à mettre en place des enquêtes sur la situation locale, à former les populations aux enjeux de pollutions et de maladies industrielles, mais aussi à faire dialoguer des acteurs de la santé environnementale et de la santé au travail qui cohabitent sur le territoire.

Alors même qu'il s'agit d'une des zones les plus polluées par l'activité industrielle sur le territoire français, cette région est caractérisée par une absence structurelle de savoirs sur l'ampleur et les effets de ces nuisances. Quelques données existent, bien sûr. L'Observatoire régional de la santé Auvergne Rhône-Alpes a, par exemple, produit dans les années 2010 plusieurs diagnostics

locaux de santé à l'échelle des communes⁴. Ces données fondées sur les chiffres de la sécurité sociale, et donc sur des maladies déclarées et comptées, mettent en avant des surreprésentations de maladies comme le diabète et les cancers des voies respiratoires. Mais faute de pouvoir mener des enquêtes de longue durée, ces diagnostics qui dressent un tableau à un instant T de l'état de santé de la population ne donnent pas d'indications sur les causes des maladies surreprésentées et connaissent mal le bassin d'emploi, les trajectoires professionnelles et résidentielles des personnes qui déclarent ces maladies.

Que peut un tel observatoire face à ce type de problèmes publics qui se caractérisent par une relative absence de connaissances préalables et une dilution des responsabilités politiques ? Partant de l'hypothèse selon laquelle ces zones d'ignorance ne sont pas une fatalité, mais le fruit de constructions historiques et sociales réversibles, les sciences sociales peuvent pointer les obstacles à une meilleure connaissance des problèmes de toxicité. Partant ensuite de la conscience que ces savoirs et leurs usages sont toujours pris dans des rapports de pouvoirs qui les dépassent, elles peuvent également offrir un regard lucide et critique sur la mise en œuvre des politiques de remédiation et, plus généralement, sur les perspectives de résorption des injustices environnementales qui caractérisent la période contemporaine.

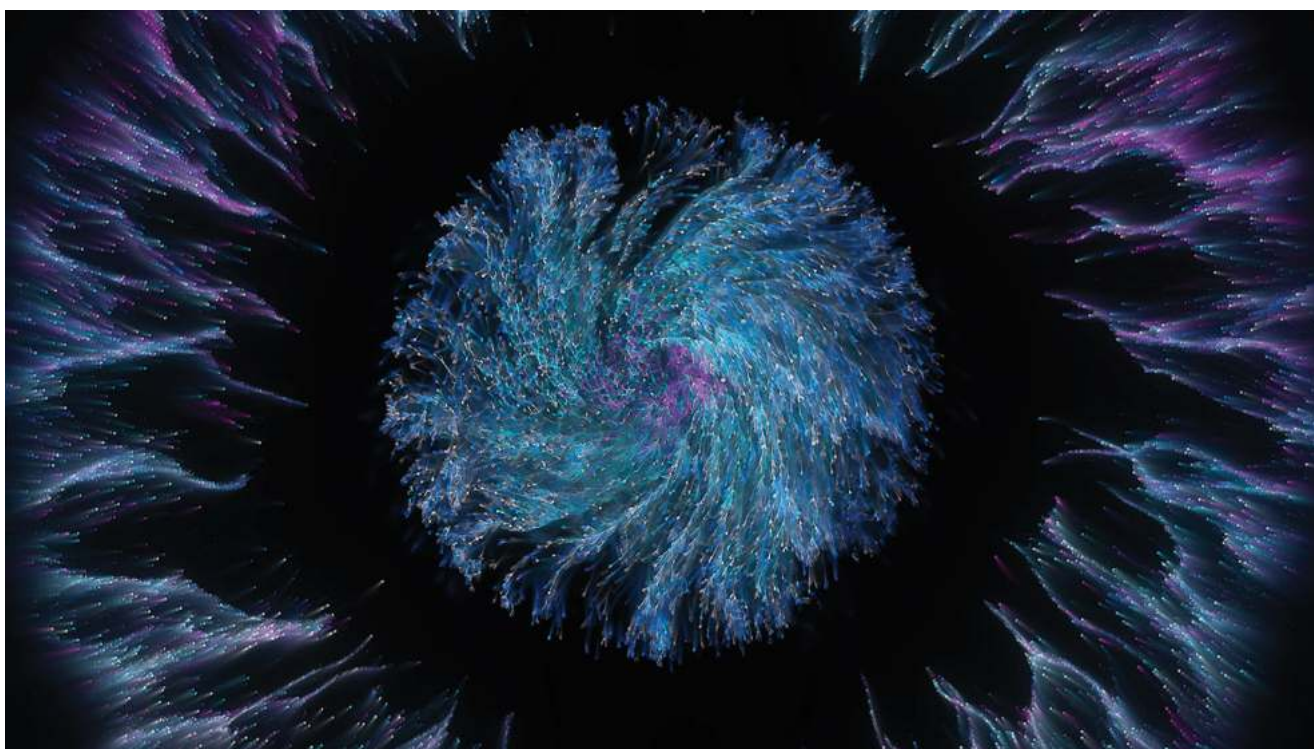
contact&info

► Gwenola Le Naour,
gwenola.le.naour@sciencespo-lyon.fr
Valentin Thomas
valentin.thomas@sciencespo-lyon.fr
Triangle

4. Fontaine-Gavino K., Bolamperti P., Mathey A., Dreneau M. 2014, « Diagnostic local de santé. État des lieux quantitatif. Année 2013. Ville de Pierre-Bénite », Observatoire régional de la santé Rhône-Alpes.

Intégrer l'environnement dans la santé : l'exposome et la niche

Postdoctorant à l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et techniques (IHPST, UMR8590, CNRS / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Thomas Bonnin s'intéresse à l'histoire et la philosophie des pratiques biologiques et biomédicales. Professeure de philosophie des sciences à l'université Jean Moulin Lyon 3 et membre de l'Institut de recherches philosophiques de Lyon (IRPHIL), Élodie Giroux est spécialiste en philosophie de la médecine. Postdoctorante à l'IHPST, Gaëlle Pontarotti conduit des travaux sur les transformations du concept d'hérédité biologique, sur l'épigénétique, sur le concept d'environnement. Tous trois participent au projet *EnviroBioSoc*, coordonné par Francesca Merlin, directrice de recherche CNRS à l'IHPST, qui mène des recherches sur la pluralité des conceptions de l'environnement dans les sciences biomédicales et les sciences sociales qui étudient les maladies induites par l'environnement. Le projet *EnviroBioSoc* interroge la notion d'environnement et l'inclusion des sciences sociales dans les approches holistiques actuelles des sciences biomédicales.



Capture d'écran de l'œuvre d'art « Exposomes singuliers : révéler l'invisible » © Milkorva

Les années 2000 ont marqué un renouveau dans l'étude du rôle de l'environnement dans l'étiologie des maladies. À la suite de certaines déceptions par rapport aux attentes associées au séquençage du génome humain, les sciences biomédicales adoptent de plus en plus une vision multifactorielle dans laquelle, avec les gènes, l'environnement conçu en un sens large de « tout ce qui n'est pas génétique » acquiert une place importante dans la détermination des états de santé humaine. Le projet ANR *EnviroBioSoc*, « L'environnement et la santé humaine à travers les sciences biomédicales et les sciences sociales », projet de recherche en philosophie des sciences porté par Francesca Merlin, s'est saisi de ce tournant pour étudier l'hétérogénéité des façons dont l'environnement est conçu, défini et opérationnalisé en santé humaine. En effet, si l'intérêt pour l'environnement est relativement récent dans les sciences biomédicales, les sciences sociales n'ont pas attendu l'ère post-génomique pour étudier son rôle dans la santé et la maladie. Sociologie, anthropologie médicale, ethnologie, épidémiologie sociale, et d'autres encore, abordent cette question depuis longtemps dans le but de révéler les effets des facteurs sociaux, économiques, culturels et historiques sur notre santé, en particulier sur ses disparités. Ainsi, les chercheurs et chercheuses en sciences biomédicales et en sciences sociales semblent aujourd'hui avoir un objet de recherche commun, l'environnement, qui se révèle pluriel et multiforme, se déclinant différemment dans sa nature et dans son extension selon le contexte disciplinaire où il est mobilisé.

Le projet *EnviroBioSoc* découle du constat de cette pluralité de conceptions de l'environnement dans l'étude de la santé humaine et vise à la prendre en compte. Il aborde de front les deux questions suivantes :

- 1) Est-il possible et souhaitable de dépasser ce pluralisme conceptuel et épistémologique pour produire une approche intégrative combinant les diverses façons disciplinaires d'étudier la relation santé-environnement ?
- 2) Quels seraient les gains épistémiques (pour l'avancement de nos connaissances), pragmatiques (pour notre capacité d'action et de prévention) et socio-économiques d'une approche interdisciplinaire et intégrative ?

Grâce aux recherches de deux postdoctorants en philosophie des sciences, Gaëlle Pontarotti et Thomas Bonnin, et à un réseau interdisciplinaire de collaborations incluant des collègues philosophes des sciences, biologistes, médecins, épidémiologistes, anthropologues et sociologues, le projet *EnviroBioSoc* a apporté des réponses à ces deux questions. L'équipe est partie de l'hypothèse de travail d'un pluralisme compatible entre sciences biomédicales et sociales dans l'étude de la relation santé-environnement : l'idée selon laquelle l'intégration de ces perspectives disciplinaires est une condition centrale à l'avancée de ces recherches.



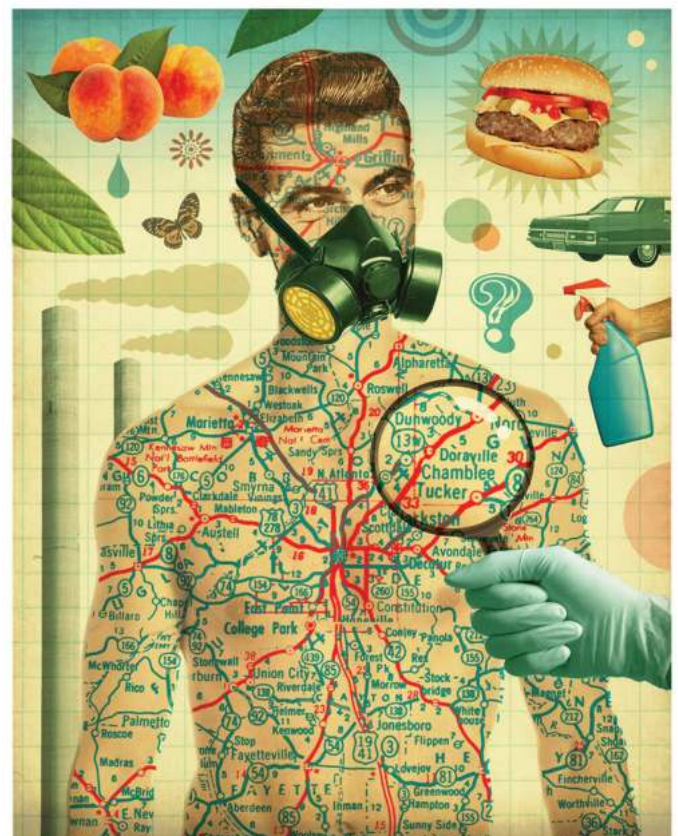
Installation de l'œuvre d'art « Exposomes singuliers : révéler l'invisible » au Cube Garge
© Milkorva

Avant le démarrage du projet EnviroBioSoc en janvier 2020, cet objet de recherche était très peu investi par des recherches philosophiques. Du côté des sciences humaines et sociales, le terrain était principalement occupé par des analyses descriptives. Pour combler ce déficit, Francesca Merlin et ses collaborateurs ont proposé une analyse minutieuse de la littérature, dans les sciences biomédicales et les sciences sociales, sur les états de santé et les maladies induites par l'environnement. Il s'agit d'un corpus très important de publications qui ne cesse de s'enrichir. Cette réflexion a conduit l'équipe à se concentrer sur une approche particulière au sein de ses recherches, l'exposomique, qui propose une étude intégrative du rôle des facteurs biologiques et sociaux de l'étiologie des maladies.

Une dynamique de recherche collaborative s'est ainsi consolidée autour de l'exposomique et de son concept d'exposome. Ce dernier, introduit par l'épidémiologiste moléculaire Christopher Wild en 2005, désigne « la totalité des expositions environnementales tout au long de la vie (...) depuis la période prénatale ». Autrement dit, l'exposome comprend tout ce qui n'est pas génétique, et est l'équivalent environnemental du génome qu'il vient compléter, notamment pour rendre compte de nos états de santé et de maladie. Le projet EnviroBioSoc a servi à mettre en évidence certaines caractéristiques saillantes de ce concept et, plus généralement, de l'exposomique, ce qui a aussi permis de faire apparaître de potentielles limites. Pour n'en mentionner que deux, il y a d'abord le caractère très englobant du concept d'exposome, désignant un environnement dont les frontières spatio-temporelles sont poussées aux extrêmes tout en maintenant une opposition classique entre nature et *nurture* (ce

dernier terme désignant tout ce qui n'est pas présent au sein d'un organisme au moment de son origine mais qui est acquis au cours du temps), gènes et environnement. De plus, l'exposomique participe à l'émergence de nouveaux récits déterministes à l'ère post-génomique, partageant avec les récits déterministes centrés sur les gènes une même ambition de complétude en termes d'explication et de prédiction. L'exposomique est le lieu d'expression de ce que Francesca Merlin et Elodie Giroux, professeure de philosophie des sciences à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et membre de l'Institut de recherches philosophiques de Lyon (IRPHIL), appellent un « déterminisme heuristique inversé » : les types d'exposition environnementale externe pris en compte dans le cadre de ces recherches sont déterminés, épistémiquement parlant, par la possibilité de les associer à un biomarqueur — une trace interne et biologique.

Les recherches dans le cadre du projet EnviroBioSoc ont mené à la proposition d'un nouveau concept, complémentaire à celui d'exposome, pour étudier l'impact des expositions environnementales sur la santé humaine. Il s'agit du concept de « niche de santé » qui promeut une vision relationnelle et dynamique, où l'environnement est co-construit avec son entité de référence — notamment une population humaine. Le concept de niche de santé incarne la volonté d'élaborer une approche intégrative et collaborative pour étudier le rôle de l'environnement dans l'étiologie de la santé et de la maladie. Elle comporte la nécessité de combiner les échelles spatiales et temporelles et de dépasser les frontières disciplinaires. Par ailleurs, la dimension dialectique du concept de niche est une manière de souligner le pouvoir d'action non seulement des scientifiques et des médecins, des responsables des politiques de santé publique, mais aussi des personnes directement concernées, dans la prévention et le traitement des problèmes de santé liés à l'environnement. Ainsi, là



Mapping the exposome - Atlanta Magazine © Michael Waraksa

où le concept d'exposome caractérise une recherche d'ambition globale et quantitative fondée sur l'analyse de grandes quantités de données sur les expositions, visant à identifier leurs corrélations avec les maladies étudiées, le concept de niche de santé a une ambition plus ciblée et qualitative mais non moins importante. Il vise à mettre le doigt sur la nature des influences réciproques entre les populations humaines et leur environnement afin de comprendre comment ce dernier affecte notre santé, mais aussi et surtout comment, à différentes échelles, nous le déterminons et nous pouvons agir sur lui.

Le volume collectif *Integrative Approaches in Environmental Health and Exposome Research; Epistemological and Practical Issues*, co-dirigé par Elodie Giroux, Francesca Merlin et Yohan Fayet (Professeur Junior en Géographie et Aménagement à l'université de Clermont Auvergne), paru aux éditions *Palgrave MacMillan*, est l'un des aboutissements principaux du projet *EnviroBioSoc* en collaboration avec le projet *EpiExpo* (« Pour une épistémologie critique de l'exposome », Plascan-Lyon) porté par Elodie Giroux. La question de l'articulation du social et du biologique dans la relation santé-environnement, en particulier en exposomique, y est abordée par cinq philosophes des sciences, trois sociologues, un historien des sciences, deux épidémiologistes et un géographe. La recherche de modes de collaboration et d'intégration pour étudier les maladies induites par l'environnement n'a donc pas seulement été l'objet d'une réflexion théorique, mais a été expérimentée directement par l'ensemble des chercheurs et chercheuses qui ont gravité autour du projet.

Last but not least, figure la collaboration art-science soutenue par le CNRS et financée par l'ANR, qui a amené Francesca Merlin et Thomas Bonnin à accompagner la création d'une œuvre d'art sur l'exposome. L'artiste Milkorva a ainsi créé « Exposomes singuliers : révéler l'invisible », montrée au sein de l'exposition « Néo-Matérialités » au Cube Garges, le centre culturel interdisciplinaire et numérique de Garges-lès-Gonesse.

Les perspectives ouvertes par trois ans et demi de recherche dans le cadre du projet *EnviroBioSoc* sont nombreuses. La plus urgente aux yeux de Francesca Merlin, porteuse du projet, concerne le concept de niche de santé dont il faut penser la mise en œuvre au sein des pratiques de recherche sur les déterminants environnementaux des maladies, notamment en épidémiologie environnementale. Le défi est de taille : il s'agit de comprendre comment ce concept peut aider à délimiter l'environnement à prendre en compte dans les modèles explicatifs et prédictifs de certaines pathologies — notamment les maladies chroniques comme les maladies cardiovasculaires, le diabète, l'asthme, etc. — et à guider le choix des variables pertinentes pour le décrire. C'est un va-et-vient dialectique entre la mise en œuvre du concept en santé publique et son élaboration théorique qui, de par la nature mixte, à savoir biosociale, d'un tel environnement, doit ainsi se fonder sur une recherche transdisciplinaire et collaborative. Francesca Merlin compte poursuivre ce travail avec ses collaborateurs de tous bords, notamment Thomas Bonnin, qui vient d'être recruté sur un postdoctorat en Italie pour étudier la relation entre l'environnement construit, les innovations technologiques et la santé, dans le cadre d'un projet en collaboration avec des ingénieurs et des architectes. Cet élargissement progressif du spectre des considérations vise ainsi à une compréhension de plus en plus fine des dimensions multiples de l'étiologie de notre santé.

contact&info

► Francesca Merlin,
IHPST

francesca.merlin@univ-paris1.fr

► Pour en savoir plus

<https://envirobiosoc.cnrs.fr>

CNRS Sciences humaines & sociales - la lettre

- ▶ **Directrice de la publication** Marie Gaille
- ▶ **Responsable éditoriale** Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
- ▶ **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- ▶ **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- ▶ **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- ▶ **Pour consulter la lettre en ligne**
<https://www.inshs.cnrs.fr/fr/lettres-de-linshs-0>
- ▶ **S'abonner / se désabonner**
- ▶ **Pour accéder aux autres actualités de l'institut**
<https://www.inshs.cnrs.fr/fr/news-list>
- ▶ **CNRS Sciences humaines & sociales sur Twitter** @CNRSshs

CNRS Sciences humaines & sociales

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN : 2272-0243